L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5e ANNEE JEUDI 6 DÉCEMBRE 73 N° 208

" La crise pétrolière "

RESPONSABLES Nos I : U.S.A. et U.R.S.S. !

A qui la faute si plusieurs pays d'Europe ne roulent plus le dimanche et si l'on a un peu moins chaud ?

A qui la faute si les lumières des néons, symboles de la « prospérité » occidentale s'éteignent après 22 heures ?

A qui la faute si demain l'insuffisance de l'alimentation en pétrole jointe à l'inflation précipite la « récession » et la crise ?

Aux pays arabes, bave en chœur la presse aux ordres, la presse bourgeoise, la presse réactionnaire trop heureuse dans sa rage de trouver un bouc émissaire.

Trop facile Messieurs les Journaleux ! Si l'opprimé , le pauvre, l'humilié d'hier relève la tête sous les coups et se dresse contre l'agression, à qui la faute ?

Si les pays arabes en ont assez d'être pillés, payés en monnaie de singe et remerciés avec du napalm, des chars et des diktats, à qui la faute ?

S'ils exigent de ne faire profiter de leurs ressources économiques que leurs amis ont-ils tort ?

Et s'ils attendent de leurs « amis » autre chose que des mots n'ont-ils pas raison ?

Et à qui la faute si ceux qui soutiennent l'agression sioniste au Moyen-Orient en subissent les conséquences.

Pour nous la chose est claire, le marasme, la récession, le chômage, les difficultés qui les accompagnent sont inséparables de leur cause véritable : le caractère impérialiste des économies occidentales, leur contenu capitaliste monopoliste, leur soumission à la loi du profit maximum.

En vertu de cette loi les pays occidentaux comme d'ailleurs les pays de l'Est et l'U.R.S.S. où le capitalisme a été restauré, subissent un développement anarchique et hypertrophié. Pompant les richesses du tiers monde ces pays ont érigé en principe économique le gaspillage tandis qu'ils jetaient les pays pauvres producteurs de matières premières dans une misère toujours plus grande : la société de « consommation » ne vit que par l'existence de sociétés de sous-consommation, de famine et de misère, objets de la moquerie ou de la charité des riches.

La crise générale du système capitaliste est inscrite dans la nature même de ce système.

A qui la faute si certains dirigeants et politiciens bourgeois ont oublié la crise de 1929, ou la guerre de 39-45 ? Sûrement pas aux peuples arabes.

Jeté dans un grand désarroi devant l'ampleur de la crise qui s'annonce, certaines fractions de la bourgeoisie cherchent à créer un climat de panique dans les masses.

La peur est mauvaise conseillère ; d'ailleurs pour les mauvais conseils on l'aidera : l'ennemi est tout trouvé, il est là, c'est l'Arabe, le travailleur immigré.

Ainsi manœuvre la bourgeoisie : elle spécule sur le racisme pour diviser les travailleurs, pour diviser les peuples ; diviser pour régner, ne l'oublions jamais, c'est sa règle.

Au prolétariat révolutionnaire, à tous les travailleurs conscients de travailler à l'unité contre le système capitaliste et l'impérialisme. Dans cette lutte les peuples arabes sont à nos côtés comme nous devons être à leurs côtés.

Pour abattre définitivement le capitalisme et l'impérialisme la voie est sinueuse et nous devons tenir à chaque moment compte tant de la situation que de l'ennemi principal, le plus dangereux.

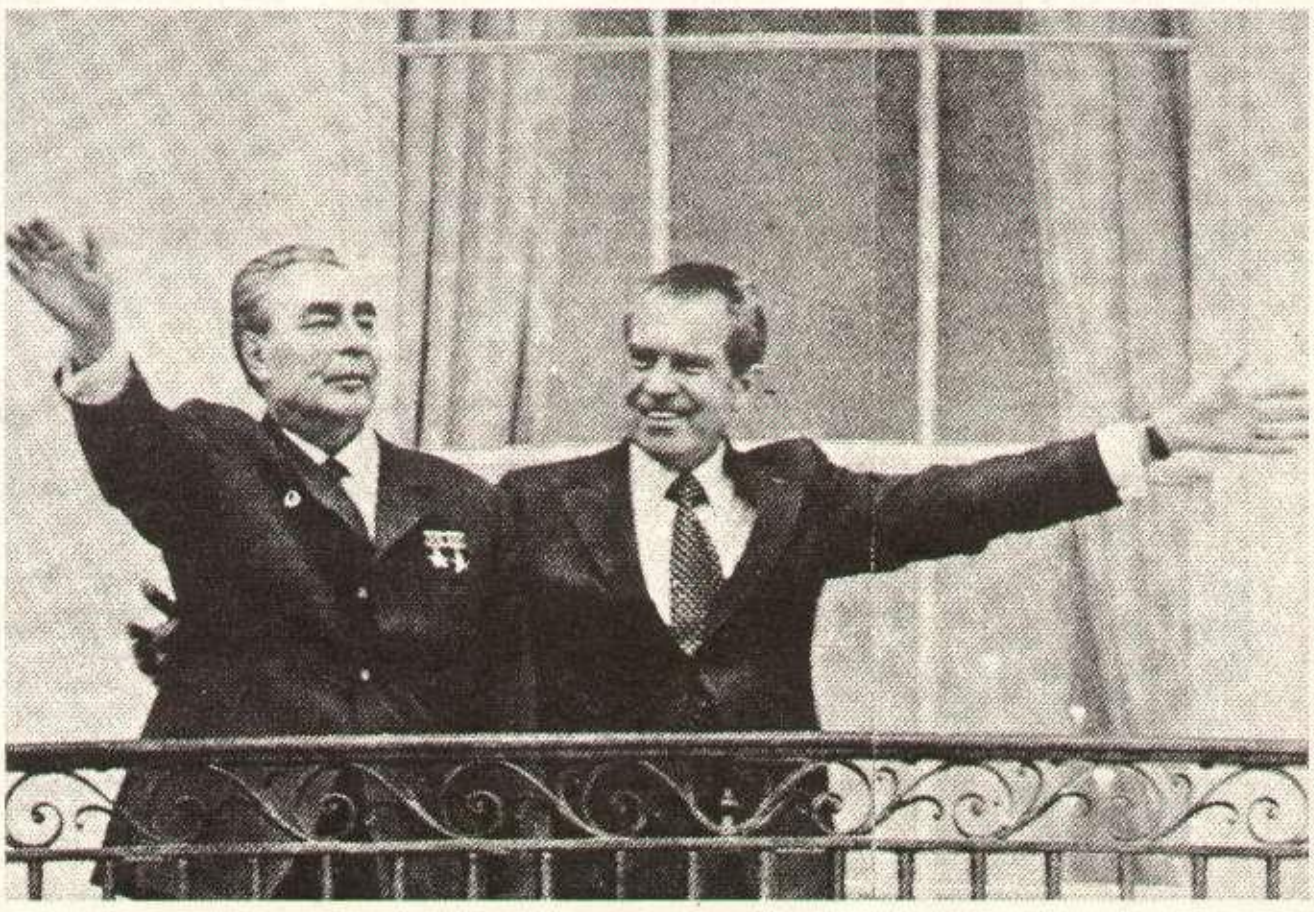
A cet égard la guerre d'agression menée par l'Etat sioniste le 6 octobre et le complot américano-soviétique qui l'a suivie ont désigné une nouvelle fois les plus grands ennemis des peuples : l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Cependant le diktat imposé par les deux supergrands aux pays arabes ne leur rapportera que des fruits amers et la récolte s'annonce. Ainsi U.S.A. et U.R.S.S. ont réussi à précipiter le développement de l'unité européenne dont ni l'un ni l'autre ne veut entendre parler.

En mettant à l'écart les pays européens et le Japon pourtant directement concernés, eux dont l'économie est dépendante de la situation au Moyen-Orient, les deux superpuissances ont fait comprendre aux pays de l'Europe de l'Ouest que leur indépendance est liée à leur union. C'est là un fait positif qui contribue à affaiblir l'ensemble du système impérialiste.

Mais c'est aussi un échec pour Moscou et Washington qui ne veulent pas d'un troisième larron, au moment où justement l'enjeu principal de leur dispute est devenue l'Europe. Déçus et poussés par leur nature à l'expansion ils redoubleront sans doute d'efforts pour avaler l'Europe.

Vigilance, donc !



Les paroles de détente : un leurre

La Bulgarie rebelle ?

Quelle ne fut pas l'étonnement du lecteur de *l'Humanité « blanche »* lorsqu'il découvrit le lundi 26 novembre en page 2, mis en évidence par un « encadré » une violente attaque contre le ministre bulgare des Affaires étrangères en visite à Paris. Chose inhabituelle entre partis « frères », car ne l'oublions pas la Bulgarie soumise à la domination soviétique est dirigée par un parti révisionniste.

C'est que le ministre bulgare s'est permis des déclarations qui vont à l'encontre totalement des affirmations du P.C.F. Au moment où Georges Marchais s'efforce de démontrer que c'est le Gouvernement français qui s'oppose à la détente en Europe, le « camarade » Petar Meladenav a déclaré lui : « *Sur beaucoup de questions, les positions françaises et bulgares convergent et, sur les autres, elles sont très proches* ».

Alors les dirigeants bulgares partagent-ils le refus français : « *du condominium des deux superpuisasnces* » ou sont-ils très proches de cette position ?

Toujours est-il que rien ne va plus dans le camp révisionniste. Mis au courant des divers problèmes rencontrés par Moscou auprès de ses satellites, les dirigeants du P.C.F. se sont sentis suffisamment « couverts » pour attirer l'attention du public sur la déclaration « surprenante et étrange » du ministre bulgare.

Il est évident que les dirigeants révisionnistes français dont l'accession au pouvoir en France est impossible sans le soutien actif de l'U.R.S.S. ne s'en prendraient pas à un parti « frère » sans le feu vert de la direction soviétique... ou de sa majorité. Car il n'est pas exclu que *l'Humanité* ne s'en prenne pas seulement aux Bulgares mais à travers eux à une fraction de la direction soviétique.

En tout état de cause c'est là un reflet des profondes contradictions qui animent les révisionnistes et aussi l'annonce de grands changements...

Actuellement les pays de l'Est soumis au pillage des sociaux-impérialistes traversent une crise grave.

Les dirigeants révisionnistes bulgares après les dirigeants tchèques espèrent peut-être s'en sortir en s'établissant à leur compte, mais attention la corde n'est pas longue et le « développement des relations internationales de leur pays » doit être conformes aux vœux des soviétiques.

Marchais et Cie sont là, ils veillent, ils auront bien mérité pour leur servilité.

« Les forces du Pacte de Varsovie comptent environ 8 700 chars de plus qu'il y a trois ans. Les forces aériennes sont grossies d'au moins trois brigades. De plus il existe des missiles d'une portée de 4 000 kilomètres implantés dans l'Oural et pointés sur l'Europe... »

Tel est selon des milieux bien informés le contenu du rapport secret des services de renseignements français qui a été transmis aux partenaires européens de la France. Ce rapport a suscité la colère à Moscou et des rumeurs ont été aussitôt répandues sur l'ajournement possible du voyage de Pompidou en U.R.S.S. : une réprimande en quelque sorte. Mais c'est aussi un aveu, l'aveu que les paroles sur la détente sont un leurre et que la préparation à la guerre est effective. Nous présentons dans cette page des articles qui en témoignent.

LA DÉTENTE AU VESTIAIRE

Maître à penser du révisionnisme moderne, ordonnateur des grandes exécutions du régime fasciste soviétique, M. Souslov après avoir établi le réquisitoire contre Kroutchev, s'apprête-t-il à faire de même avec Brejnev, ou du moins avec la ligne appliquée par celui-ci jusqu'ici ? C'est ce que pourrait laisser penser un récent discours prononcé par lui le 28 novembre à Vilnius.

Critiquant implicitement l'accent mis par Brejnev sur la « détente » comme moyen d'étendre la domination soviétique, il a notamment déclaré en utilisant une phraséologie d'apparence marxiste :

« Les forces réactionnaires ont multiplié leurs tentatives pour miner la confiance en la politique pacifiste de l'Union soviétique, ont avancé la thèse fausse que seule l'Union soviétique, et non les autres pays socialistes, est intéressée au processus de la détente ; elles demandent qu'en échange de la détente l'Union soviétique fasse des concessions unilatérales et elles essaient de s'ingérer dans les affaires intérieures de notre pays.

» Naturellement, ces demandes sont absurdes et les tentatives d'ingérence aventureuses. »

Voilà un langage clair ! Au lieu des « sourires » de Brejnev en direction de la Chine ou de la France, c'est une préparation à la guerre. Exiger que l'U.R.S.S. comme preuve de sa volonté de « détente » retire les couteaux qu'elle a mis sur la gorge à la Chine, à l'Albanie, à la Roumanie, ou à l'Europe de l'Ouest, c'est là une ingérence « aventureuse » dans les affaires soviétiques pour ce nouveau Goebbels qu'est Souslov.

Que la détente n'est qu'une illusion nous n'avons pas attendu les menaces de Souslov pour le comprendre. Mais le discours de Vilnius présente un autre intérêt, il révèle implicitement qu'il existe dans les pays de l'Est un courant qualifié par Souslov de « réactionnaire » qui s'oppose à la prétendue détente, c'est-à-dire entre autre à la coopération économique soviéto-américaine ou soviéto-allemande. Chacun se rappelle que les dirigeants révisionnistes tchèques ont été éliminés parce qu'ils voulaient s'établir à leur compte et développer les échanges économiques avec l'Allemagne fédérale, droit qui n'appartient, les faits l'ont montré, qu'aux soviétiques. Comment imaginer que devant la crise économique grave qui touche tous les pays révisionnistes, la grogne ne se développe pas contre cette chaîne soviétique qu'ils ont au cou ?

En tous les cas Souslov les aura averti et si les dirigeants bulgares ou hongrois veulent subir le sort de Dubcek, libre à eux.

Toujours est-il que ces menaces proférées dans toutes les directions par le théoricien n° 1 du révisionnisme moderne en U.R.S.S., montre à l'évidence que devant les difficultés, les oppositions multiples rencontrées par les nouveaux tsars dans leur expansion « pacifique », ceux-ci songent de plus en plus à recourir à la guerre d'agression sous le couvert de la lutte contre les « forces réactionnaires et l'impérialisme ». Après les rumeurs persistantes et étayées par une analyse des textes du P.C. soviétique, sur les divergences au sein de la clique dirigeante, on peut être certain que si Brejnev n'est pas personnellement sacrifié, sa ligne, elle, ne tardera pas à être rejetée.

Les vrais dessous du Watergate

Qu'un président des Etats-Unis s'avère être un véritable chef de gang quoi de nouveau dans ce fait. Eisenhower, Kennedy, Johnson, n'étaient-ils pas les chefs de files eux-aussi de ce super-gang que constitue l'impérialisme US. Et les pots de vins, les trafics d'influence, la corruption sont en réalité le cortège logique, la dot, en somme, de tout politicien bourgeois surtout lorsqu'il accède par la volonté des monopoles les plus puissant à la « charge suprême ». Kennedy était « démocrate » et Nixon un « républicain », leur politique fut la même : l'intervention, l'agression, le contrôle partout où existent des « intérêts » US, c'est-à-dire partout où l'impérialisme US étend ses tentacules.

Aujourd'hui, par la volonté de toute une fraction du personnel politique des monopoles américains un scandale énorme est révélé qui prend des dimensions telles que Nixon est en train de perdre sa place. Réélu il y a un peu plus d'un an, le voilà sérieusement malmené : impossible d'attendre trois ans pour ceux qui tirent les ficelles...

Pourquoi ? C'est qu'aux Etats-Unis comme dans l'ensemble du monde capitaliste et révisionniste une lutte intense se livre entre différentes fractions de la bourgeoisie monopoliste : la tactique à employer pour sortir de la crise profonde et générale qui s'annonce d'un pas lourd, est un sujet de discorde. L'enjeu est gros. Comment conserver les sphères d'influence face à la lutte des peuples et à la convoitise du social-impérialisme soviétique, comment résoudre les immenses difficultés intenses aux USA même ?

L'administration Nixon a été contrainte à reculer en Asie du sud-est. Mais où les efforts militaires américains vont-ils être reportés : en Europe ? ou ailleurs ? Faut-il céder aux exigences soviétiques en Europe et lâcher les « alliés » européens ou tenir coûte que coûte ? Faut-il maintenir en Europe des troupes coûteuses ou faut-il se retirer ?

Ces questions qui animent le fond d'un violent combat politique au sein des sphères dirigeantes américaines ne peuvent nous être indifférentes, pas plus que les réponses qui y seront données.

Les deux superpuissances Etats-Unis et URSS se disputent le monde tout en collaborant. Le choix politique des dirigeants impérialistes de l'un ou l'autre de ces pays ne manquent jamais de susciter des réactions dans le camp adverse. La dispute que se livrent les deux super-grands se fait sur le dos des peuples et le sens qu'elle peut prendre ne nous est pas indifférent. Voilà pourquoi au-delà du Watergate et du « cinéma » destiné à amuser la galerie, nous devons nous interroger sérieusement sur les vrais motifs du discrédit qui frappe Nixon.

LES COLIS DE NOEL

E 100

B.P. 120
75962 Paris
Cedex 20

Livres pour enfants

Le jeune pâtre Tchaolou
La fête des noxets
Le cheval du paysan
Ping-pong médecin
Mille mains habiles
Je suis de service aujourd'hui
L'aventure du petit crayon
Allo le Sud ? Ici le Nord !
Sous le cocotier
Fleurs de pruniers

5,50 F (port inclus

Bandes dessinées

La guerre des mines
Combattre au Nord, pour gagner le Sud
Le détachement féminin rouge
Les pionniers du général Yong
Enfant ouvrier
La guerre des souterrains

8,50 F (port inclus

Livres pour enfants

Licou Hou-lon
Les tracts
Houang Ki-Houang
Le poste d'observation n° 3
A la chasse avec grand-père

5,50 F
(port inclus

Unité dans la base et l'action pour nos revendications prolétariennes

En cette période de fin d'année, la bourgeoisie monopoliste fait donner ses clairons. Sur les ondes de l'O.R.T.F., on abreuve les français de pétrole. La crise du pétrole que connaissent nombreux pays capitalistes européens ne touche actuellement pas la France. Mais le premier légionnaire vient de prendre des mesures d' « austérité » en la matière, les bureaux de la tour Montparnasse ne seront plus illuminés, les enseignes lumineuses seront éteintes de 22 à 7 heures du matin, vitesses limitées des automobiles à 90 km/h et 120 km/h sur les autoroutes, etc.

Ces mesures d' « austérité », d'aspects populaires cachent-elles quelque chose ?

Bien sur que oui ! C'est la tentative de mise en « condition » des français pour faire accepter le « plan antihausse » qui sera présenté le 5 décembre et qui touchera essentiellement la classe ouvrière, les masses populaires, car le prétendu « capitalisme populaire » modèle U.D.R. ne touchera en rien aux profits toujours plus volumineux des monopoles capitalistes.

Ce n'est pas en portant le S.M.I.C. de misère de 5,32 F de l'heure à 5, 42 F que l'on satisfait les travailleurs les plus pauvres, alors que la hausse des prix des produits alimentaires ne cesse de se développer. Cette aumone monopoliste les travailleurs n'en veulent pas, ils luttent, ils s'organisent dans l'unité à la base et dans l'action pour un salaire minimum de 8,26 F de l'heure.

C'est unis à la base et dans l'action, par l'occupation des lieux de travail que les travailleurs arracheront leurs justes revendications qui s'imposent actuellement :

— Pas de salaire inférieur à 1 300 F net pas mois pour quarante heures par semaine !

— A travail égal salaire égal, pour les jeunes, les femmes, les immigrés !

Non aux licenciements ! Non au chômage !

C'est au cours d'assemblées populaires, dans les comités d'action et d'unité prolétarienne que les travailleurs sur leurs lieux de travail mettront en échec les visées monopolistes de faire subir à la classe ouvrière, aux masses populaires les frais de la crise capitaliste qui va en s'aggravant. D'ailleurs, en septembre dernier, Giscard d'Estaing déclarait dans une interview : « Pour 1974, un ralentissement de la croissance à l'étranger me paraît certain... En France même, tout laisse penser que la production ne connaîtra pas le même taux d'augmentation que celui — exceptionnel — de 1973 ».

Ainsi l'année 1974 risque de connaître de grandes luttes de classes et aussi, — peut-être — de grands bouleversements.

La classe ouvrière, les masses populaires, ceux qui produisent les richesses de la nation ne sont pas prêts de faire les frais de cette crise capitaliste.

La masse ouvrière, les masses populaires en ont assez de la vie chère pratiquée par les monopoles et ne suivent nullement les commis bourgeois tels que André Bergeron qui fait des ronds de jambes dans les ministères monopolistes, ne fait pas de « politique », mais connaît très bien les dollars de l'impérialisme américain et les salons ministériels des monopoles.

La classe ouvrière, les masses populaires dont le mécontentement est vif ne cautionneront pas plus les révisionnistes et les réformistes qui prônent sans cesse à qui veut les entendre que la solution à tous les problèmes réside dans le Programme commun de gouvernement ce programme capitaliste.

Face à la crise nous disons : « Non aux solutions bourgeoises « majorité » ou « Union de la Gauche ». Oui à l'action révolutionnaire des masses. »

C'est pourquoi nous participerons à la journée du 6 décembre, — telle est la volonté des masses de s'exprimer, — pour que les masses s'emparent des justes mots d'ordre d'unité et d'action pour les revendications prolétariennes et populaires, mais en rappelant que le combat *classe contre classe* se mène chaque jour sur les lieux de travail, par l'occupation des usines, des chantiers, des bureaux.

La solution à la crise capitaliste ne réside pas comme nous l'avons dit dans des solutions bourgeoises de changement de gouvernement, mais dans la préparation active des masses populaires, classe ouvrière en tête, à la destruction de la vieille machine d'Etat capitaliste et à l'instauration du socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

Luc DACIER.

Rennes

LES LIP POPULARISENT LA LUTTE

Pendant toute la semaine qui vient de s'écouler, les travailleurs de Lip ont organisé chaque jour dans les divers quartiers de Rennes (Bruz, Villejean, ZUP-Sud, etc.) plusieurs débats réunissant chaque fois 100 à 150 personnes. Le samedi 24, aux Lices, ils avaient organisé une exposition sur leurs luttes et les travailleurs de la région avaient installé à leurs côtés des panneaux et recueils d'affiche sur leurs récentes grèves. Dans cette salle, le comité de soutien breton et la C.F.D.T. organisaient, le soir, un Fest-Noz, qu'animaient Gilles Servat, Ar Batz et des sonneurs et chanteurs de la région.

Une courte intervention des Lip rappelait que « Lip, ça n'est pas fini ». Ils entonnaient avec les travailleurs de Logeais-Jamin (voir « H.R. » nº 206) plusieurs couplets de l'Internationale que la salle reprenait chaleureusement, poings levés.

Cette manifestation clôturait les « Six heures de Lip » qui, autour du film diffusé par trois fois, Salle de la Cité, avaient regroupé au cours de l'après-midi, 800 personnes. Des ouvriers des usines récemment en grève étaient présents (Mammouth, Logeais, L.M.T.-Laval, etc.).

Au cours des différents débats de la semaine, les travailleurs de Lip devaient insister pendant leurs interventions sur les points suivants :

Au sujet d'Ornans, les camarades Lip précisèrent : Ornans a toujours été suiviste dans la grève. C'est éloigné de Besançon et la C.G.T. y est majoritaire. Partout on clame que F.O. est majoritaire à Ornans. C'est vrai pour la ville d'Ornans, mais à Lip-Ornans, F.O. n'a que deux délégués et trois sympathisants. Le syndicat majoritaire, c'est la C.G.T. ! Cela explique beaucoup de choses, mais un jour les travailleurs d'Ornans reviendront peut-être au combat : Giraud a déjà montré ailleurs comment il avait su transformer en la « réorganisant » une usine en vrai bagne, en mine de sel. Ce sont des conditions que les Lip connaissent. Et qu'aurait valu un nouveau conflit après la reprise ? Giraud serait parti, tout simplement, car ce n'est pas lui le patron : le patron, c'est le syndic ! Et c'est pourtant ce que la C.G.T. voulait après Dijon et un moment la C.F.D.T. qui adopta le compromis contraire aux volontés des travailleurs pour « éviter de briser l'unité ».

Le compromis de Dijon accepté et proposé par la C.G.T. comme une bonne base de reprise du travail faisait perdre la totalité des avantages acquis : ainsi pour l'ancienneté, la première année les Lip auraient eu leurs dix ans d'ancienneté à Lip et 0 d'ancienneté dans la nouvelle usine, l'année suivante un an de la nouvelle, neuf de Lip, puis deux et huit, etc. de telle sorte qu'il leur aurait fallu dix ans pour retrouver la situation actuelle !

« En somme, il ne nous restait plus rien ! », dirent les travailleurs de Lip. Et la C.G.T. cria à la trahison lorsque Piaget expliqua en détail tous ces points, et au trucage parce que le bulletin de vote C.F.D.T. avait 1 cm2 de moins que celui de la C.G.T. pour ce vote à bulletin secret, contraire à toute la tradition ouvrière des Lip.

Pour cette raison, le vote dénonça massivement la C.G.T. après le tract défaitiste qu'elle diffusa le matin même du vote, sans qu'il en eut été question à l'intersyndicale de la veille. Quelqu'un signala dans la salle, qu'ayant invité le permanent C.G.T. du bâtiment Benoit à assister au débat, celui-ci répondit : les Lip ? Ils se rapprochent de la position de la C.G.T. : ils se font démanteler !

Est-ce que dénoncer la position de la C.G.T., c'est briser l'unité ? Les travailleurs de Lip veulent avant tout : pas de licenciements, pas de démantèlement ! L'unité doit donc se faire autour de cette revendication des travailleurs. C'est le rôle du C.A. de la maintenir ferme. Et non seulement elle se maintient, mais elle se renforce : c'est le sens de l'inscription massive au bureau de l'A.N.P.E. : les travailleurs adoptent une position commune qui leur permet de maintenir leur cohésion, de profiter de la Sécurité sociale et de lancer un défi au gouvernement : sur 1 300 inscrits, un travailleur seulement a été reclassé ! Le problème du chômage et des licenciements est commun à tous les travailleurs. C'est pourquoi l'unité doit être large.

Tel est le sens de leur tour de France : expliquer la lutte : « Comme la vie chère, les licenciements sont devenus une habitude. C'est parce que nous avons lutté contre l'habitude que nous avons pu mener cette grève. »

Mais aussi cette lutte apprend beaucoup aux travailleurs : comment la bourgeoisie prépare ses mauvais coups, comment riposter. Les travailleurs de Lip firent part de leur expérience et s'appuient sur les travailleurs en lutte de toute la France pour profiter de l'expérience de la classe ouvrière. « Notre lutte vient après mai 1968, après le Joint Français, mais les nouvelles s'appuieront sur ce que nous avons fait. »

Les travailleurs de Lip expliquèrent enfin que toute la lutte avait été permise par l'audace de leurs actions illégales, que celles-ci étaient possibles parce qu'elles avaient été très populaires. Aujourd'hui, plus isolés, ils sentent que la répression s'organise sournoisement. C'est pourquoi dans l'unité d'action des travailleurs, avec leurs syndicats sous le contrôle de leur comité d'action, la perspective qui se dessine est de populariser toujours plus la lutte : Lip ça n'est pas fini !

Vive la lutte des travailleurs de Lip !
Unité prolétarienne !
Unité populaire !

Correspondant « H.R. »

Grève illimitée dans le ciment

Depuis la mi-novembre, la Cimenterie française est en grève, paralysant plus de 80 % de la production. Les travailleurs réclament :

— Pas de salaires inférieurs à 1 400 F ;

— Sécurité de l'emploi ;

— Droit à une retraite décente à soixante ans ;

— Amélioration des conditions de travail ;

— Réduction du temps de travail ;

— Droit syndical ;

— Grille unique.

Plusieurs dizaines de cimenteries sont occupées par les grévistes. Le patronat refusant de négocier, c'est plusieurs centaines de milliers de travailleurs qui vont se retrouver en « chômage technique » cette semaine si le conflit se prolonge. Ainsi par exemple dans le Var, la totalité des 400 entreprises ont arrêté leur production. L'industrie du bâtiment les Travaux publics, les fabriquants du carrelage et d'agglomérés ayant épuisés leurs stocks, sont déjà en partie paralysés. Les effets de cette grève sont donc importants surtout que la Fédération C.F.D.T. du Bâtiment a adressé à la Fédération internationale de la Chimie un appel pour que les syndicats étrangers s'opposent à l'exportation de ciment vers la France. Ce mot d'ordre d'embargo est maintenant suivi par les syndicats allemands, belges et italiens.

Michelin : LUTTE DES BROSSEURS

Depuis plusieurs semaines, les brosseurs de D.L. La Combourde ont engagé la lutte.

Ils réclament en particulier une augmentation de 0,50 F et de meilleures conditions de travail. Leur travail est en effet un des plus insalubre de l'usine (poussières, odeur, bruit). Ils ont réduit les cadences, font des débrayages surprises et des délégations massives. Pour tenter de briser leur lutte, Michelin a recouru à tous les moyens :

— Menaces d'aller chez les travailleurs pour faire pression sur les familles ;

— Menace de fermer les portes ;

— Tentatives pour diviser français et immigrés ;

— Menaces de ne payer que 4 ou 5 heures par jour.

Toute cela ne fait au fond que montrer la peur de Michelin devant la lutte des brosseurs.

Classe contre classe dans les entreprises

S.O.T.A.M. (Vitrolles)

QUINZE JOURS D'OCCUPATION DE L'USINE

Les 70 ouvriers, presque tous immigrés (50 manœuvres et 20 ouvriers qualifiés environ) de la S.O.T.A.M., entreprise de travaux publics de la zone industrielle de Vitrolles, qui travaille en particulier pour la Société des Eaux de Marseille, viennent d'effectuer une grève de quinze jours avec occupation.

Les ouvriers de la S.O.T.A.M. avaient raison de dire : « Halte à l'esclavage » et « Le patron nous vole ».

En effet le patron leur vole des heures :

— C'est ainsi qu'un ouvrier ayant effectué deux cent trente heures et cinquante minutes s'en voit payer deux cent quinze, soit quatorze heures et cinquante minute de moins, pour un autre c'est vingt heures, pour un autre trente heures, etc. ;

— Il ne leur régularise pas les heures d'intempéries. Il exige d'eux des semaines de soixante dix heures en moyenne, les « journées » de trente-six heures sont fréquentes, une équipe a même travaillé trois jours, trois nuits sans interruption, en plein hiver et par un fort mistral. Car on travaille par tous les temps, dans les pires conditions, sans équipements spéciaux (bottes, etc), sans prime de marteau-piqueur, sans abris pour déjeuner à midi, sans repas payé pour les manœuvres sur les chantiers ; sans w.-c., sans douche ou lavabos, sans vestiaires, sans réfectoire, sans pharmacie dans l'entreprise.

Et pour tout cela un salaire de misère ! Tout le monde payé au S.M.I.C. (pour un ouvrier OQ. 1, par exemple, 6,34 F de l'heure avec six ans de boîte), en dessous de sa qualification contrairement aux accords d'entreprise.

Le 9 novembre, à l'heure de la paye, les ouvriers décident de se mettre en grève à partir du 12 et d'occuper l'entreprise. Ils exigent le respect de la Législation du Travail en matière d'heures, de sécurité, d'hygiène, de qualification, etc. et une augmentation générale des salaires.

Dès le lundi 12 ils barrent la porte et arvertissent l'U.D.-C.G.T. de Mar-

seille... un délégué de l'U.L. de Vitrolles passera en fin de semaine pour prendre contact. C'est ainsi que se passera la semaine, les ouvriers de la S.O.T.A.M., seuls dans l'entreprise, sans que les travailleurs des autres entreprises soient informés par un tract de la situation à la S.O.T.A.M.

Au bout de huit jours la détermination des grévistes n'était cependant pas encore entamée, mais la situation de certains, chargés de famille, commençait à devenir critique.

Dès le lundi suivant commencent à s'organiser la popularisation et le soutien à la grève.

Des banderolles apparaissent plus nombreuses, mardi un tract est rédigé par les travailleurs à destination des autres entreprises de la zone industrielle. Le lendemain il est tiré à 2 000 exemplaires par l'U.D.-C.G.T. qui se permet de le modifier profondément au grand étonnement des travailleurs.

Néanmoins le tract est bien accueilli sur la zone. Un premier soutien moral et financier est apporté par une collecte au collège d'enseignement secondaire voisin, un paysan apporte du ravitaillement ; samedi matin sur le marché de Marignane et l'après-midi devant un supermarché, travailleurs français et immigrés collectent ensemble.

Auparavant le vendredi le patron avait accepté de discuter devant la détermination des travailleurs et rapidement faisait quelques concessions.

— Repas à 15,00 F pour tous les manœuvres (au lieu de 7,80 F de panier) ;

— Prime de marteau-piqueur, des bottes, des bleus, assurance de la construction rapide des vestiaires, w.-c., réfectoire déjà promis au début de l'été ;

— Continuation des discussions pour les autres revendications.

Les travailleurs ont trouvé plutôt maigres ces concessions. Cependant compte-tenu du mauvais départ de la grève, de la solidarité tardive, ils ont préféré reprendre le travail lundi 26. Ils sont cependant bien décidés à rester mobilisés, à rester unis, et à s'unir avec les travailleurs des autres entreprises.

L'aspect le plus positif de cette grève a été de montrer aux immigrés qu'ils n'étaient pas seuls, aux travailleurs français de mieux connaître les immigrés, d'envisager concrètement dans l'avenir de s'aider et se soutenir mutuellement, de lutter efficacement contre le racisme.

Les travailleurs vont maintenant analyser et tirer les leçons de cette lutte.

Correspondant « H. R. ».

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE LOGEAIS-JAMIN

Logeais-Jamin, grossiste alimentation, c'est :

— Les salaires les plus bas de Rennes : 870 F de salaire net mensuel pour 42 heures par semaine à un employé ayant plus de trente ans d'ancienneté et assumant un poste de responsabilité.

— La seule entreprise du commerce de Rennes refusant le 13e mois.

— Des conditions de travail pénibles dans la plupart des services.

— « Libertés » et brimades que se permettent certains chefs de service à l'égard du personnel.

— Le mépris du patron pour les revendications du personnel.

— C'est un patron qui se considère maître et seigneur et qui entend le rester.

Et pourtant c'est aussi :

Une entreprise prospère qui se développe et où l'exploitation maximum des travailleurs est source de profits.

Au 1er décembre, Logeais-Jamin le « Consortium des Grandes Marques ». Dans cette dernière entreprise, le même système d'exploitation s'instaure. Les maigres avantages acquis sont supprimés (ex-prime d'ancienneté).

Et Logeais-Jamin refuse actuellement une négociation d'ensemble sous prétexte que la fusion n'est pas encore effective.

Les travailleurs ont compris l'importance d'une lutte commune : Logeais-Jamin-Consortium luttent dans l'unité.

La force des travailleurs en grève, c'est la solidarité financière de tous pour que cesse l'exploitation honteuse dont ils sont l'objet.

Cables de Lyon : GRÈVE AVEC OCCUPATION POUR "A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL"

Les Câbles de Lyon, c'est une usine qui fait partie du trust C.G.E. qui exploite des dizaines de milliers de travailleurs dans plusieurs pays. Déjà de grandes luttes ont secoué ce trust (Joint Français à Saint-Brieuc ; Alsthom à Saint-Ouen...). Aujourd'hui, ce sont les ouvriers des Câbles qui sont en grève :

● **Ils veulent** augmenter les salaires qui sont particulièrement bas : un manœuvre gagne 1 100 F par mois, avec de l'ancienneté ; et les augmentations générales sont ridicules face à l'augmentation des prix.

● **Ils veulent** supprimer les divisions entretenues par les patrons à l'intérieur de l'usine :

— pour une même qualification les salaires sont différents comme au boudinage où le salaire horaire varie de 5,20 F à 5,89 F ;

— pour un même travail les salaires sont différents, souvent le travail de conducteur est fait par le guideur alors que celui-ci est beaucoup moins payé ;

— rallonges individuelles à la tête du client.

● **Ils veulent** supprimer les divisions entretenues par les patrons entre usines différentes (dans certaines entreprises du groupe C.G.E. les travailleurs reçoivent un 13e mois, mais pas dans toutes).

● **Ils veulent** mettre fin aux brimades racistes que les chefs utilisent pour diviser les ouvriers français et immigrés.

● **Ils veulent** que les normes de sécurité et d'hygiène soient respectées par les patrons ; quand on sait que beaucoup de travailleurs vivent dans des logements sans confort, la moindre des choses serait qu'ils puissent se doucher à l'usine après le travail !

Le déclenchement de la grève :

Face à tout cela, les ouvriers exigent :

A travail égal, salaire égal.

Augmentation de 50 centimes pour tous.

Reconnaissance des délégués du personnel.

La grève a démarré jeudi matin à 5 h30 malgré le débarquement à l'usine de la direction au complet à cette heure inhabituelle pour les patrons.

La grève est très largement suivie. Les grévistes ont tout de suite créé une section syndicale CFDT. Ils occupent l'usine et ils donnent des informations à tous ceux qui viennent se renseigner.

Que nous apprend déjà cette grève ?

Cette grève n'est pas spontanée : **elle s'est organisée progressivement.** Plusieurs réunions ont préparé la grève en vue de réaliser l'union la plus large ; les travailleurs qui se sont réunis étaient parmi les plus conscients et les plus combatifs de la taule. Ils ont su éviter de foncer tête baissée dans la grève juste après la paye parce qu'il valait mieux réfléchir avant à tous les problèmes qu'ils rencontreraient dans la grève :

● **Il faut se protéger des patrons :** la couverture syndicale est utile contre les expulsions d'immigrés hors de France et les licenciements après la reprise du travail.

● **Il faut se protéger des faux amis de la classe ouvrière :** les travailleurs des Câbles prennent les moyens pour ne pas se faire trahir.

— **Avant la grève :** la dernière réunion de préparation a rassemblé 25 travailleurs français et immigrés. Ils ont écrit le tract de lancement de la grève où ils posent les revendications et insistent sur la nécessité de l'unité des travailleurs.

— **Depuis le début de la grève :** ils se réunissent en assemblées générales où les ouvriers décident tous ensemble ce qu'il faut faire. Ils ont désigné un Comité de grève avec des représentants de chaque atelier. Le Comité est responsable de l'organisation de la grève et de l'occupation, mais tous les ouvriers ont leur mot à dire.

— **Pour l'avenir :** ils se donnent dès à présent des garanties. Ils décident que celui qui sera délégué syndical doit s'engager à rester à l'usine le temps de son mandat et que l'ensemble des travailleurs devra contrôler le ou les délégués pour qu'ils ne risquent pas d'être corrompus par le patron.

Le soutien :

Pour qu'ils puissent gagner il est important qu'ils reçoivent le soutien le plus large de la population, des ouvriers de Gennevilliers, et de ceux des autres usines de la C.G.E. (dans la région : l'Alsacienne et Geoffroy Delore à Clichy, Alsthom à Saint-Ouen...).

Déjà la coordination s'organise : des ouvriers d'autres boîtes sont venus voir les grévistes en délégation et envisagent différentes formes de soutien. Un comité de soutien extérieur s'est créé avec l'approbation de l'assemblée générale des grévisites. Ce comité popularise la lutte des Câbles et veut uniquement rester au service des grévistes.

SOUTENEZ LES TRAVAILLEURS
DES CABLES DE LYON EN LUTTE !
REJOIGNEZ LE COMITE DE SOUTIEN !
OUVRIERS FRANÇAIS,
OUVRIERS IMMIGRES,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Le Comité de Soutien

Issy-les-Moulineaux

Provocations fascistes

L'utilisation des bandes fascistes en France par le pouvoir fascisant est un fait qui force de plus en plus à ouvrir les yeux. Ces temps-ci, les provocations des nervis fascistes se multiplient dans les usines, sur les marchés, dans les facultés... A quoi correspond le jeu de ces marionnettes qui ici ou là attaquent ou provoquent les militants ouvriers et les progressistes. Cela est clair, à un moment où la crise du capitalisme s'accentue, où les contradictions au sein des partis du gouvernement augmentent, où la « légalité » du pouvoir bourgeois est de plus en plus remise en question, l'Etat a besoin de « prétextes » pour resserrer son ordre d'exploitation. Les provocations fascistes n'ont qu'un but : préparer la répression du mouvement révolutionnaire et démocratique qui croît en France.

Issy-les-Moulineaux n'échappe pas à cette offensive ultra-réactionnaire. Voilà déjà plusieurs années que le patronat essaie de mettre en place le syndicat fasciste C.F.T. dans les nombreuses usines de notre localité. Il bénéficie visiblement de l'appui des différents corps de l'appareil d'Etat, ainsi que de la municipalité. Les deux nervis de la C.F.T. par exemple, qui avaient été arrêtés pour avoir violé deux jeunes femmes après une intervention violente lors d'une fête populaire à Issy en 72, n'ont toujours pas été condamnés. Il dispose en outre de renseignements relativement bons qui ne peuvent être fournis que par une police politique (les Renseignements Généraux sans doute).

Après les attaques racistes contre les travailleurs immigrés au mois de septembre, les fascistes d'Issy-les-Moulineaux ont intensifié leur propagande nauséabonde en couvrant les murs de la ville d'affichettes C.F.T. Au début novembre ils ont mis le paquet : la ville était couverte de petites affiches provocatrices qui nous attaquaient directement. Elles n'étaient pas signées, car leurs auteurs sont des lâches. Reprenant le principe des nazis comme quoi « plus le mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru » ils ont accusé les communistes marxistes-léninistes d'avoir mis le feu à l'usine d'armement Gévelot (voir analyse des camarades de l'usine dans H.R. n° 194).

Les communistes ont l'habitude qu'on leur porte des coups bas. Notre tactique a été la suivante :

— dénoncer immédiatement les buts de la provocation (tracts et affiches ont été faits) ;

— accuser les accusateurs.

Les communistes M.L. d'Issy

AFFICHEZ H. R.

Rennes

Non au meeting fasciste du 7 décembre

Le groupe fasciste « Faire Front », ex-Ordre nouveau prétend tenir un meeting à Rennes le 7 décembre. Les néo-nazis veulent ainsi poursuivre leur campagne raciste et soutenir les militaires bourreaux du peuple chilien. Ce meeting ne doit pas avoir lieu !

Les groupuscules fascistes ne sont pas isolés : créés et subventionnés par la bourgeoisie, ils lui servent à effectuer la sale besogne que le pouvoir ne peut prendre en charge : ainsi l'odieuse campagne contre nos frères immigrés (rappelons à ce sujet que les assassins de nos camarades tués cet été courent toujours...) De plus, les Ordre nouveau, S.A.C., C.D.R. et autre C.F.T. permettent de tester la combativité du peuple face aux atteintes à ses droits (voir la liberté syndicale conçue par la C.F.T. à Citroën).

Ne pas riposter serait encourager les tenants du fascisme dans les rangs de la bourgeoisie à aller plus loin.

Il faut écraser les fascistes dès qu'ils sortent de leurs trous ! Mobilisons tous les antifascistes pour empêcher ce meeting !

Correspondant « H. R. ».
Rennes.

LES LYCÉENS CONTRE LE PLAN FONTANET

A la suite d'une assemblée générale au lycée Henri-Valon d'Aubervilliers, 3 élèves ayant pris la parole sont sanctionnés. Les parents sont convoqués, un motif en rouge sur leur livret scolaire interdisant à ces élèves toutes les grandes écoles.

C'est là l'application du plan Fontanet visant à « dépolitiser » les lycéens.

La riposte est immédiate : le samedi, c'est la grève. Le lundi soir, les élèves organisent une assemblée générale avec les parents à la mairie. Là, des profs et des parents du P.C.F. poussent à la reprise en invoquant l'éventuelle fermeture du lycée avec intervention policière. L'U.N.C.A.L., croupion du P.C.F. agit dans ce sens. Mais les lycéens ne sont pas dupes. Le mardi, ils organisent une manif regroupant un millier de lycéens et défilant aux cris de « Fontanet, ta loi, on en veut pas », « A bas la répression », « Levée immédiate des sanctions ».

Malgré les pressions révisionnistes, l'action ne s'est pas arrêtée là : vendredi à Aubervilliers une nouvelle manifestation regroupait 3 000 lycéens de la banlieue Nord (« Plan Fontanet, plan scélérat »). Quand la manifestation arriva à la mairie, le député révisionniste tenta de prendre la parole, tout de suite couverte par la huée des lycéens, son « une seule solution, le Programme commun » fut couvert par leur « une seule solution, la révolution ». L'U.N.C.A.L. ne fut pas épargnée : « L'U.N.C.A.L. divise et récupère » fut lancé par les lycéens en colère.

Cette manifestation témoigne de la combativité de la jeunesse, les lycéens rejettent l'avenir que leur prépare Fontanet : sélection et répression.

Soutien à la juste lutte des lycéens !

A bas le plan Fontanet !

Correspondant « H. R. ».

HALTE A LA COLLABORATION DE CLASSE AUX CYCLES PEUGEOT

Halte à la collaboration de classe aux cycles Peugeot !

Il y a six mois à la première réunion « Conditions de travail », les syndicats ont posé une série de questions pour la prochaine réunion dont les 5 points étaient :

— Que les salaires ne soient plus liés au rendement ;

— Suppression du travail du rendement ;

— Non récupération du temps de casse-croûte ;

— Réduction d'horaire ;

— Réduction de cadence.

Ces points traduisent la colère des 4 000 ouvriers productifs, obligés de toujours travailler plus, pour un salaire de misère qui lui régresse à une allure incroyable devant la montée des prix.

Ces derniers jours, la direction des cycles envoit l'ordre du jour, qui était... tenez-vous bien !

— Les ponts en 1974 (les exploiteurs Peugeot se plaignent qu'il y a trop d'absent pour les jours de pont et veulent faire récupérer les jours avec l'accord des syndicats ! (Alors que nous voulons les ponts chômés payés) ;

— Amélioration des postes sur chaîne (Ces améliorations ont été constatées par des cadres C.G.C.) ;

— Jeudi 21 novembre la réunion commence à 15 heures C.G.T. et C.F.D.T. à l'unanimité sont d'accord pour quitter la salle si les larbins au service de Peugeot refusent de discuter les 5 points importants.

La réunion

Après de longs discours endormeurs les porte-paroles des patrons amenèrent en douce la discussion sur les problèmes des ponts en 74. Malgré l'indignation de la majorité de nos camarades C.G.T. certains se sont laissés entraînés par les beaux discours du patronat soutenus par C.G.C. « kollabos ». Une poignée de responsables syndicaux : 2 C.F.D.T. et 1 C.G.T. reniant la position de classe prise auparavant sont rentrés volontairement dans la collaboration de classe à 100 % et ont discuté l'ordre du jour C.G.C. !

Quant au responsable C.F.D.T. piétinant tous nos accords, il n'a pas hésité après s'être ainsi déculotté pendant plus de deux heures à quémander un peu de clémence envers les élus du personnel au sujet des heures attribuées aux délégués, celles-ci nous ayant été fortement diminuées devant l'attitude un peu nouvelle d'un syndicat dont une fraction est nettement combative.

Nous ne mangeons pas de ce pain-là !

Le lendemain quelques délégués C.G.T. se sont réunis pour discuter de l'attitude honteuse et écœurante de certains, et pour agir efficacement. Les travailleurs ont été informés de toute cette mascarade et ce n'est pas fini.

Des ouvriers des cycles.

Après la guerre israélo-arabe

L'Europe occidentale face aux deux superpuissances

Le comportement des deux supergrands, U.S.A. et U.R.S.S., lors du dernier conflit israélo-arabe, comme le développement de l'ensemble de la situation dans cette région du monde, ont considérablement inquiété les divers gouvernements de l'Europe occidentale. Le résultat le plus tangible de cette « inquiétude », c'est (en dépit de nombreuses contradictions qui demeurent) l'accélération du processus de l'unité de l'Europe occidentale, notamment, et c'est un fait nouveau, sur les plans politique et surtout militaire. Plusieurs gouvernements, surtout ceux de la Grande-Bretagne et de la France, ont fait des déclarations dans ce sens. Les 14 et 15 décembre, sur proposition de Pompidou, un « sommet » européen doit se réunir à Copenhague. La recherche d'une politique commune de l'énergie sera à l'ordre du jour, mais on parlera aussi de la **défense européenne.** Jobert a indiqué nettement que, pour le gouvernement français, le problème de la défense est à l'arrière-plan de **toutes** les discussions sur l'avenir de l'Europe. Les récents événements du Proche-Orient ont en effet poussé plusieurs pays ouest-européens à se poser plus nettement cette question, agitée depuis longtemps par le gouvernement français : l'Europe sera-t-elle indépendante, ou dépendante, et dans ce cas de quelle super-puissance ?

Les griefs que plusieurs pays européens formulent contre les U.S.A. et l'U.R.S.S. sont nombreux et légitimes. Ils reflètent une situation que les marxistes-léninistes ne cessent de dénoncer : l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique se disputent et collaborent pour dominer le monde. La collusion, la collaboration, l'alliance pacifique entre les deux super-puissances (qui ont commencé le jour où Khroutchev a mis les principes marxistes-léninistes sous le boisseau) présentent deux caractéristiques : elles se font à l'encontre des intérêts de **tous** les peuples, de **toutes** les nations dans le monde et menacent plus ou moins directement leur indépendance; elles sont temporaires : on peut à chaque instant passer de l'alliance pacifique au conflit non pacifique. **« L'alliance pacifique prépare la guerre »**, disait Lénine.

Or, les récents événements du Proche-Orient ont mis à nu plus clairement que jamais cette politique des deux super-puissances : d'où leur influence sur l'unité européenne.

Qu'ont donc constaté les divers gouvernements ouest-européens ? Tout d'abord que l'Europe a été, dans cette affaire, mise devant le fait accompli par les deux super-grands. Les Neuf n'ont jamais été consultés, même pas par leur « grand allié » les U.S.A. Que valent dans ce cas les accords conclus soit avec les U.S.A. au sein du Conseil Atlantique, soit avec l'U.R.S.S. (par exemple les accords Paris-Moscou dont les révisionnistes firent grand bruit)? Rien, strictement rien ! Seuls ont comptés **les accords secrets Brejnev-Nixon,** conclus par les deux super-puissances pour régler **toutes** les affaires internationales dans leurs propres intérêts d'impérialisme et en fonction de leur rivalité pour dominer le monde. Les deux grands impérialismes ont imposé leur diktat aux peuples arabes, qui ont à en souffrir le plus, **mais aussi** à leurs propres « alliés » ou « amis ».

La deuxième constatation concerne la « détente » dont on nous rabat les oreilles de part et d'autre. Que vaut cette prétendue « détente » alors que l'U.R.S.S. et les U.S.A. n'ont pas hésité à menacer la sécurité internationale, la première en voulant envoyer ses propres soldats le long du canal de Suez, les seconds en déclenchant l'« alerte nucléaire » ?

Enfin, les pays ouest-européens s'inquiètent de l'acharnement déployé par le social-impérialisme soviétique pour contrôler le Moyen-Orient : si l'URSS parvenait à ses fins dans cette région d'importance stratégique, elle menacerait l'Europe occidentale à partir de la Méditerranée, et la tiendrait à sa merci en ce qui concerne le ravitaillement pétrolier.

A des degrés divers, les pays ouest-européens se sentent donc exclus et menacés par les deux-superpuissances. Le fait important, le fait principal de ces dernières semaines, ce sont les réactions de ces pays, **qui vont dans le sens d'une plus grande résistance à la double hégémonie de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique.** D'où la concertation pour une politique commune de l'énergie ; la proposition de Messmer que l'Europe traite directement avec les pays arabes producteurs de pétrole afin de neutraliser le Cartel des grandes compagnies pétrolières, contrôlé par les U.S.A. ; la formation d'un véritable « cabinet européen » regroupant les chefs de gouvernement, qui se réunira à Copenhague le 14 décembre, etc.

Nous considérons comme positives ces tendances à l'unité européenne, **dans la mesure où** elles contrecarrent la politique de double hégémonie des deux super-puissances et qu'elles font obstacle, notamment, aux visées expansionnistes de l'Union Soviétique qui continue à rassembler sur le flanc oriental de l'Europe une formidable concentration de troupes.

On comprend que ces initiatives et ces tendances ne soient pas du goût de tout le monde ! On comprend que les dirigeants du P.« C. »F., qui ont pris le parti de défendre sans réserves leurs maîtres de Moscou, partent en guerre contre le nouveau cours de la politique européenne !

Mais si l'activité que déploient les dirigeants révisionnistes pour s'opposer à cette politique de résistance au social-impérialisme soviétique est fébrile, elle est quelque peu embarassée, car les faits sont les faits, ils sont têtus, et ils infirment toute l'argumentation des révisionnistes. **Derrière la démagogie pacifiste des dirigeants du P.« C. »F., on trouve non des faits vérifiables, mais l'appui à la politique social-impérialiste de l'U.R.S.S.**

Les dirigeants révisionnistes formulent essentiellement trois critiques en ce qui concerne la politique extérieure de la France.

1) Selon eux, le gouvernement français a tort de brandir le drapeau de l'indépendance contre une prétendue « co-domination des deux supergrands ». Marchais est allé signer à Moscou un communiqué honteux qui dénonce **« la thèse selon laquelle deux super-puissances établiraient leur condominium sur le monde ».** Le gouvernement français s'oppose au rapprochement entre l'URSS et les U.S.A., qui irait, selon le PCF dans le sens de la détente et de la paix.

Le P.C.F. a en effet présenté le dernier sommet Brejnev-Nixon de juin 1973 comme **« un tournant dans l'histoire mondiale d'après-guerre »** qui **« transforme l'atmosphère des rapports internationaux et peut influer directement sur la plupart des conflits qui demeurent ».** On a vu le résultat au Moyen-Orient ! Les accords Brejnev-Nixon ont favorisé l'agresseur israélien, qui s'est senti les mains libres, et c'est en vertu de ces mêmes accords qu'un diktat a été imposé aux peuples arabes. Le P.C.. voudrait qu'on glorifie **« l'Union Soviétique et les Etats-Unis qui cette fois encore ont trouvé un compromis susceptible d'éteindre l'incendie d'abord, pour s'acheminer ensuite vers une solution »** (« France Nouvelle » du 21 novembre). Mais un « incendie éteint » alors que les terres arabes sont occupées et que les palestiniens sont chassés de leur patrie, à qui cela profite-t-il ?

2) Pour le P.C.F., le gouvernement français s'oppose à la détente, à la limitation des armements : il est pour la tension et, pour justifier sa force de frappe, il « invente » le « danger soviétique ». Pour le P.C.F., un seul gouvernement capitaliste s'oppose à la détente dans le monde : c'est le gouvernement français ! Mais qui crée la tension en Europe, sinon les deux super-puissances qui veulent étendre leurs zones d'influences ? Quel est le pays européen qui a favorisé le transport de matériel U.S. à destination d'Israël ? La Grande-Bretagne ? La France ? Non, la R.F.A., la « bonne Allemagne » de ce M. Brandt si « favorable à la détente » selon Brejnev et Marchais ! Qui poursuit la course aux armements ? Au moment où Brejnev parlait de « paix » au Congrès mondial de la Paix à Moscou, l'U.R.S.S. organisait en quelques jours **quatre** explosions nucléaires souterraines. Pourquoi le P.C.F., si prompt à dénoncer la force de frappe française, n'a-t-il pas condamné ces explosions ? Qui menace l'indépendance de l'Europe, quel pays européen en a agressé un autre ? C'est l'U.R.S.S. qui a envahi la Tchécoslovaquie, où Marchais approuve la « normalisation » qui ne peut pourtant se faire que sous la botte des 300 000 soldats du Pacte de Varsovie. L'U.R.S.S. parle de « sécurité collective » et de « retrait des forces », mais, depuis 1968, elle a augmenté en Europe ses troupes de 20 % et ses forces aériennes tactiques de 50 %. Les dirigeants du P.C.F. reprochent au gouvernement français d'« imaginer » le danger soviétique en Europe et de se livrer à ce propos à de l'« action psychologique ». Mais les fusées nucléaires et les 45 000 chars soviétiques pointés sur l'Europe, est-ce de l'« action psychologique » ? Pourquoi le P.C.F. n'informe-t-il pas les travailleurs de ces faits et détournent-ils leur attention sur la « tension créée en Europe par la France » ?

3) Si les dirigeants du P.C.F. dénonçaient ces faits, on pourrait accorder quelque crédit à leur troisième critique, à savoir le **« retour de la France à l'atlantisme ».** Comment envisager cette question des rapports entre la France, et plus généralement l'Europe et les U.S.A. ? D'abord les faits montrent que, quoi qu'en disent les révisionnistes, la France ne veut pas pour l'instant réintégrer l'OTAN et se placer sous la dépendance des U.S.A. Encore une fois, si le P.C.F. mène grand tapage à propos du « retour à l'atlantisme », c'est pour détourner les regards vers l'Ouest, et masquer ce que prépare l'U.R.S.S. à l'Est. Galley a affirmé nettement lors du récent débat budgétaire : **« Nous reprochons à l'Eurogroupe d'être un organisme qui paraît être inféodé à l'OTAN. Il nous semble que le fait de participer à l'Eurogroupe nous conduirait à un processus d'intégration à l'O.T.A.N. »** D'autre part la France entend renforcer, en toute indépendance, sa propre défense nationale, dont nous avons souligné les aspects positifs (« H.R. », n° 205).

Mais la France et les pays ouest-européens se trouvent face à un dilemne : ils veulent à la fois se prémunir contre un éventuel dégagement américain en Europe, qui les laisserait presque sans défense face à l'énorme puissance militaire du social-impérialisme ; mais ils veulent éviter que les U.S.A. fassent payer leur présence par de lourdes contreparties économiques et politiques. Bref, ils veulent équilibrer la puissance soviétique massive, sans tomber dans une dépendance accrue à l'égard des U.S.A. Lors de son discours au Sénat le 1er décembre, Jobert a voulu éviter la contradiction en distinguant « alliance » et « protectorat » : **« Où y a-t-il contradiction à constater l'insuffisance de nos moyens pour assurer sans alliance une confortable sécurité et la nécessité de cet effort même** (pour poursuivre la défense nationale, n.d.l.r.), **pour que jamais notre sort ne puisse entièrement être déterminé par d'autres ? N'est-ce pas cela même qui distingue l'alliance du protectorat ? »**

Mais bien sûr, il y a contradiction ! et elle découle de **la nature bourgeoise** du gouvernement. Les marxistes-léninistes apprécient les aspects positifs (dans le contexte international où dominent les deux super-puissances) de la politique extérieure et de défense nationale de la bourgeoisie française : mais nous en voyons aussi les limites et les aspects négatifs. Car la bourgeoisie ne peut défendre de manière conséquente l'indépendance nationale. Elle peut céder plus ou moins facilement aux pressions de l'une ou l'autre super-puissance. Surtout, elle ne recherche pas (cela tient à sa **nature** de classe exploiteuse) l'appui du peuple. Elle ne fait confiance qu'aux armements... et aux « amis » plus puissants, comme les U.S.A. Pour nous, le peuple seul, sous la direction de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, est en mesure de défendre l'indépendance nationale. Et nous affirmons nettement que notre peuple ne peut hypothéquer sa liberté et son indépendance en s'en remettant à l'une ou l'autre super-puissance pour sa « protection ».

Et c'est **précisément** pour cela que nous dénonçons avec force la démagogie des révisionnistes sur le « retour à l'atlantisme » : ils montent en épingle exclusivement le danger du « protectorat » américain (cf. la lettre de Marchais à Pompidou) pour mieux cacher qu'eux et leurs maîtres de Moscou veulent faire glisser l'Europe sous le « protectorat » soviétique ; ils nient les efforts du gouvernement français en matière de défense nationale et veulent supprimer la force de frappe pour faire de la France une proie facile ; enfin, ils prétendent que l'union ouest-européenne se renforce pour le plus grand bien des U.S.A. (et sous leur dépendance !) pour mieux masquer qu'elle constitue un obstacle grandissant aux visées expansionnistes de l'U.R.S.S.

On voit qu'il est du plus haut intérêt pour notre prolétariat et notre peuple de démasquer les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et d'apprécier correctement la politique extérieure de la France. Ce ne sont pas seulement les partis marxistes-léninistes au pouvoir qui doivent prendre une position claire à ce sujet, **mais aussi le parti du prolétariat de France.** Karl Marx fixait au prolétariat la tâche de **« percer lui-même les secrets de la politique internationale, de suivre l'activité diplomatique des gouvernements, et en cas de nécessité de s'opposer à cette activité par tous les moyens dont il dispose ».** Les marxistes-léninistes doivent largement expliquer aux travailleurs toute la complexité de la situation internationale, ils doivent en montrer les répercussions sur la situation nationale, et démasquer la démagogie pacifiste des révisionnistes qui trompent encore beaucoup de travailleurs.

Marc Laurent

Georges Marchais :

Celui qui voit la paille dans l'œil de son voisin et non la poutre dans le sien

Un bon serviteur

Dès son retour de Moscou, Georges Marchais a dévoilé dans les faits l'un des motifs de sa rencontre avec Brejnev. Après avoir dans le communiqué commun, signé avec le numéro 1 soviétique, attaqué la thèse du « condominium des deux superpuissances » voilà que notre leader révisionniste écrit à Pompidou pour lui reprocher « l'abandon de l'indépendance nationale ».

En quelque sorte l'hôpital qui se moque de la charité.

Nous l'avons dit, écrit, répété, ce n'est pas de la bourgeoisie monopoliste que l'on peut attendre une attitude conséquente sur la question de la Défense nationale. Cependant nous considérons comme positif que le ministre des Affaires étrangères, Jobert, dénonce le « condominium des deux superpuissances » et que la fraction dirigeante actuelle du capital monopoliste se préoccupe des menaces soviétiques très lourdes et de plus en plus pressantes qui pèsent sur l'Europe.

Quant à Georges Marchais, qui couvre les agissements véritablement impérialistes de la nouvelle bourgeoisie soviétique, lorsqu'elle occupe la Tchécoslovaquie, lorsqu'elle démembre le Pakistan, ou lorsqu'elle pille nombre de pays, il nous donne en fin de compte raison. Car pourquoi cette impatience et cette véhémence des dirigeants révisionnistes français pour supprimer la force de dissuasion française ou réduire le service militaire ? Pourquoi cette opposition à une Europe politiquement et militairement unie ? Etrange coïncidence avec les objectifs soviétiques, non ? A l'heure où ceux-ci se démènent sans compter à Helsinki et à Vienne pour obtenir le désarmement de l'Europe occidentale tout en surarmant et en modernisant leurs forces terrestres, en Europe, leurs forces navales en Méditerranée et en perfectionnant leur arsenal nucléaire, le leader du Parti révisionniste français cherche à développer dans notre pays l' « esprit de Münich », l'esprit de démission devant un impérialisme particulièrement agressif. Avant la guerre antifasciste de 39-45, alors qu'Hitler avait commencé son entreprise de grignotage et d'agression, le P.C.F. représentant authentique du prolétariat révolutionnaire vota les crédits militaires, pour la première fois.

C'est qu'il voyait clairement que la détente était une illusion et que la démission des Chamberlain et Daladier devant Hitler n'était qu'un encouragement à l'agression fasciste.

Aujourd'hui le P.C.F. devenu révisionniste non seulement ne met pas en garde contre les menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale de notre pays mais encore ses dirigeants se font les agents zélés du social-impérialisme soviétique. A cet effet ils ont inventé la fable de la tendance de l'impérialisme français à se soumettre à l'impérialisme américain quand les faits démontrent que c'est plutôt à une défense européenne qu'aspirent les dirigeants monopolistes français, même si la faiblesse actuelle de l'Europe les contraint au renforcement de l'alliance militaire avec les Etats-Unis.

Alors pourquoi G. Marchais crie-t-il à la fois contre la défense nationale française et pour l'indépendance nationale ? Peut-il y avoir une indépendance nationale aujourd'hui sans une défense nationale dotée d'un minimum de crédibilité ? A moins que pour Georges Marchais, indépendance nationale soit synonyme de soumission aux impérialistes soviétiques.

Car peut-être aspire-t-il à être un nouveau Quisling.

Dans le n° 3 de Prolétariat

Un important article

"Un monde en plein bouleversement"

(Henri Jour)

l'exemplaire 6 F (port en sus 1 F)

adressez vos commandes
à E. 100 - B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20

en bref... en bref...

Une leçon bien comprise

Un article paru dans « Rinascita », hebdomadaire du Parti « communiste » italien, présente les leçons que tire le P « C » I de la tragédie chilienne. Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti ne propose rien d'autre qu'un... « compromis historique » avec la démocratie chrétienne,au pouvoir en Italie depuis 1946. Il n'est même plus question d'une « unité populaire » à la chilienne ou d'un « programme commun » à la française, car cela, c'est inciter à l'affrontement violent, c'est contraire au « passage pacifique ». Non, l'étape d'aujourd'hui, c'est d'être encore plus démocrate chrétien que la démocratie chrétienne. C'est pourquoi l'ancien secrétaire du Parti Socialiste a déclaré : « Nous en sommes arrivés à cette situation paradoxale que lorsqu'on dit du mal des démocrates chrétiens, on est accusé de faire de l'anti-communisme ». C'est que la démocratie chrétienne, voyez-vous, peut changer de nature et aider par son « progressisme » à la réalisation de réformes avancées. Et les révisionnistes italiens de présenter leur « puissante analyse » comme dépassant le cadre de l'Italie et confirmée par la pratique de la coexistence pacifique khrouchtchevienne. L'heure est aux compromis : réformistes et révionnistes de tous les pays, unissez-vous ! Et cela tant au niveau international qu'en politique intérieure. C'est cela la coexistence pacifique à la sauce révisionniste, c'est-à-dire une ligne de capitulation et la tactique d'un « compromis historique » à la mode P « C » I n'est qu'un nouvel aspect de la ligne de collaboration de classe des révisionnistes modernes.

—o—

Le kidnapping de Poher

Il y a quelques semaines « France-Soir » tentait de mettre les chaumières de France en émoi en « révélant » que des mesures de sécurité avaient été prises pour protéger M. Poher, le digne président du Sénat. Motif : des informations « précises et concordantes » avaient appris à la police « qu'un commando arabe composé d'éléments d'origine irakienne projetait d'enlever M. Poher ».

Certains ont été un peu surpris ; car enfin pour enlever ça... Mais tout de même des journalistes ont cherché à savoir : le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de police se refusaient à tout commentaire mais confirmaient que des flics veillaient sur la douceur et la quiétude des diverses résidences du Poher en question, grand ami de Golda Meir qu'il invita naguère à Paris.

Et puis voilà que le pot-aux roses est découvert. Tout ce dispositif et ce tapage imprudent dans la presse pourrie parce qu'un flic des Renseignements Généraux avait, en prenant son muscadet sur le zinc, entendu « une réflexion inquiétante d'un consommateur non identifié » !

Savez-vous comment votre sale travail se nomme, Messieurs de France-Soir ? *De l'intox*. De l'intox raciste, criminelle.

Si des travailleurs et des étudiants arabes, nos camarades, sont agressés, tabassés, parfois assassinés, c'est parce que Marcellin est complice. Marcellin et toute la presse aux ordres. Marcellin et la télé de la bourgeoisie !

—o—

« Notre agent à Tirana »

Ce pourrait être le titre d'un film de série B.

Mais ce n'est pas d'un film qu'il s'agit : d'un discours, d'une lamentation, dus au rapporteur UDR du budget des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale. Laissons la place aux hautes préoccupations de ce grand homme, soucieux de la santé physique et morale des agents français des services secrets en poste à l'étranger.

« Il reste cependant à protéger nos agents dans leur vie privée, même dans leur résidence, et à limiter la durée des contrats, comme je l'indique dans mon rapport écrit. Imaginez, monsieur le ministre, quelle peut être la vie d'un agent de sécurité gardien de la paix, âgé de 25 ans, célibataire, moniteur de culture physique, affecté à Tirana, dans ce monastère marxiste-léniniste pour trois ans ! Il faut comprendre les choses et veiller à ce que, dans certains postes, on affecte des agents mariés et non pas des célibataires. »

(Journal Officiel)

Pauvre gardien-de-la-paix-moniteur-de-culture-physique ! Obligé de vivre sans boîtes de nuit, sans casinos, sans bordels !

Arrêtons-là notre ricannement que justifie cet hommage du vice à la vertu. Et parions que nos James Bond n'ont pas de ces problèmes à Hong Kong ou à Belgrade, ou même à Varsovie et Moscou.

—o—

Les assises nationales du P.S.U.

Le dernier conseil national du P.S.U. a marqué un retour aux sources. Prenant le train en marche, le P.S.U. se lance dans une politique tous azimuts d'ouverture au programme commun de la gauche, espérant y entrer par la grande porte. Cette continuité dans le virage à droite entrepris depuis quelques temps déjà n'est pas surprenante. Au sein du parti se manifeste une tendance réclamant la fusion dans le Parti socialiste et les rapports entre le P.S.U. et le C.E.R.E.S., aile gauche du P.S., sont de plus en plus étroits. Rocard, qui est hostile à un sabordage immédiat, s'est écarté de la direction, laissant la place à Robert Chapuis. On entend plus parler maintenant que « d'alliance conflictuelle » et de « pacte tactique », renonçant à rester (!) les « purs et les durs » de la gauche. Il faut bien se réserver une place, dès fois que la gauche arrive un jour au pouvoir.

Allemagne Fédérale

BRANDT COMPLICE DES FASCISTES TURCS

(extrait d'une déclaration du Front uni patriotique de Turquie)

La nuit du 18 novembre 1973, la police fédérale a interpellé Yildirim Dagyeli et Himmet Subasi et perquisitionné leurs domiciles et lieus de travail, prétendant qu'ils sont membres « d'une organisation criminelle ». Ce complot, en vertu des méthodes nazies de la police fédérale contre Yildirim Dagyeli et Himmet Subasi, prouve en un signe concret qu'elle prépare une agression fasciste contre tous les patriotes de Turquie.

Contre les patriotes de Turquie, jusqu'à maintenant la police fédérale s'était contentée de refuser la carte de séjour et de travail, menacer d'expulsion et elle avait aussi fait des difficultés pour régulariser la situation des patriotes démunis de leurs passeports par les consulats valets des fascistes. Elle avait essayé par tous les moyens, que ces patriotes cessent de dénoncer l'exploitation et l'oppression fasciste en Turquie à l'opinion publique mondiale. Elle avait interdit la littérature révolutionnaire en langue turque. Elle avait fourni des listes des patriotes travailleurs et des étudiants anti-impérialistes et antifascistes au M.I.T. (la police secrète turque).

Récemment, la police fédérale a donné l'autorisation d'un prétendu stage à Trier pour les policiers municipaux, alors qu'en réalité, elle a simplement permis que la M.I.T. (la police secrète) s'installe à la ville Trier. Et elle a organisé avec ces mêmes agents du M.I.T. l'opération fasciste de la nuit du 18 novembre.

Le 19 novembre 1973, les avocats d'Yildirim Dagyeli et Himmet Subasi ont soumis une interrogation au 931. tribunal de Frankfurt, en demandant les preuves que ces deux patriotes sont des membres d'une organisation criminelle et de quel droit ils ont été interpellés. Le 931. tribunal de Frankfurt a été obligé de reconnaître que ce même jour jusqu'à 16 heures, ils n'avaient aucun dossier prouvant le crime. La police pouvait interpeller, arrêter et perquisitionner sans peine en vertu de la méthode nazie connue du monde entier.

Les patriotes de Turquie en Allemagne mènent une lutte antifasciste et anti-impérialiste contre la dictature militaire fasciste dans notre pays et soutiennent leurs frères de combat qui luttent dans le pays. Ils dénoncent la torture et l'oppression contre notre peuple. Ils jouent un rôle important pour démasquer le vrai visage de la dictature militaire fasciste à l'opinion publique mondiale. Et également, ils ont dénoncé aux peuples du monde, les dernières élections législatives dites « libres » soit disant « démocratisation » du fascisme.

Les patriotes de Turquie mènent une lutte active contre l'exploitation par un surtravail et un bas salaire des travailleurs de Turquie par la bourgeoisie allemande, contre la politique raciste qui vise à diviser la lutte commune de la classe ouvrière allemande et contre l'oppression de plus en plus accrue des travailleurs de Turquie par les autorités allemandes et les milieux racistes et réactionnaires. Ils luttent, épaule contre épaule, avec les révolutionnaires d'Allemagne fédérale contre l'impérialisme et le fascisme.

Les impérialistes allemands, prétendant à un nouveau retour à la démocratie par les élections organisées par les fascistes pour masquer le visage hideux de la dictature, osent dire aussi qu'en Turquie le fascisme, l'exploitation, l'oppression et la torture n'existent pas. Et ces mêmes impérialistes ont soutenu depuis le 12 mars 1971 la dictature militaire fasciste en Turquie, économiquement, politiquement et militairement.

Aujourd'hui, les impérialistes d'Allemagne fédérale, avec les impérialistes U.S., tiennent deux places en tant que deux forces impérialistes qui sucent le sang de notre peuple.

Les territoires de Turquie sont des bases militaires pour les impérialistes U.S. et aussi un camp d'entraînement pour l'armée d'agression d'Allemagne.

Par ailleurs, les impérialistes allemands exploitent férocement des centaines de milliers de travailleurs de Turquie. Ils suppriment leurs droits légitimes, économique, politique et social.

L'agression de la police fédérale dirigée par les impérialistes allemands contre Yildirim Dagyeli et Himmet Subasi par des méthodes nazies, ainsi que contre tous les patriotes de Turquie, a un seul objectif, c'est de terroriser les patriotes pour sauvegarder l'alliance réactionnaire entre les impérialistes allemands et la dictature militaire fasciste.

Tous les anti-impérialistes et antifascistes doivent se solidariser avec Yildirim Dagyeli et Himmet Subasi qui luttent contre l'agression de la police fédérale.

Les patriotes de Turquie sont déterminés à continuer leurs luttes jusqu'à la destruction totale du fascisme dans leur pays. Ils condamnent ceux qui soutiennent la dictature militaire fasciste et toutes les forces impérialistes qui exploitent et oppriment les travailleurs de Turquie à l'étranger.

Aujourd'hui, toutes les organisations et personnalités anti-impérialistes et antifascistes doivent soutenir la juste lutte des patriotes de Turquie contre l'agression de la police fédérale. Ils doivent se solidariser avec Yildirim Dagyeli et Himmet Subasi.

NOUVELLES DE GRÈCE

— Les stades ont été transformés, comme au Chili, en prison où les militants manifestants sont gardés par l'armée.

Le stade où cela a lieu est celui de Karaiskaki au Pirée.

— Kanellopoulos est en « liberté surveillée », parce qu'il a proposé un gouvernement unitaire (Papadopoulos inclus) pour arrêter les effusions de sang.

— A été arrêté : Tasos Sapounakis (militant d'extrême-gauche qui a eu une activité importante dans les événements du printemps dernier et membre du comité de la faculté de Droit pendant les derniers événements, toutes traces ont disparu, ils est impossible de le retrouver.

— Les funérailles ont été interdites en Grèce, celles qui ont eu lieu l'ont été en cercle très étroit, et les journalistes « un peu trop curieux » ont été refoulés par la police.

— Officieusement, les morts seraient de 400, les blessés par milliers, ainsi que les arrestations.

— Information téléphonique d'Athènes : des soldats auraient été fusillés pour refus de tirer sur la foule.

— Hier, les prix des produits de première nécessité ont doublé.

— Le porte-avion « Franklin Roosevelt » est dans le port de Faliron, et la 6e Flotte est en état d'alerte.

Voilà pour les dernières informations.

Commandez

notre brochure

SOUTIEN AUX PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN

(prix : 1 F)

Brejnev en visite officielle en Inde

QUE MANIGANCE-T-IL EN ASIE DU SUD-EST ?

Ici en Occident, où le pétrole « fait la Une » des journaux, on a peu parlé de la visite officielle de Brejnev en Inde. La presse soviétique, quant à elle, a été moins discrète, multipliant les éloges hypocrites sur la « démocratie » indienne et sa « politique de paix conséquente »... Elle précisait à ce sujet :

« *La visite de Leonid Brejnev en Inde se situe au même niveau que ses voyages aux Etats-Unis, en République fédérale allemande et en France, lesquels ont eu une portée historique pour l'avenir de la paix et la détente internationale.* »

C'est dire l'importance attachée par les dirigeants du Kremlin à ce voyage, auquel le social-impérialisme soviétique assigne un double but :

— *Renforcer sa mainmise économique et politique* sur l'Inde, et par là même sur l'ensemble du continent...

— *Relancer son projet de « pacte de sécurité collective en Asie »*, pendant asiatique du projet européen, dans le cadre de la « détente » internationale.

Qu'en est-il exactement ?

Sur le modèle du pacte soviéto-indien ?

La presse soviétique, exaltant ce projet de « pacte de sécurité collective en Asie », évoque complaisamment l'exemple du pacte de « coopération pacifique et amicale » signé par l'Inde et l'U.R.S.S. en août 1971... Il faudrait l'étendre à toute l'Asie... Qu'on se se souvienne : trois mois après le pacte d'août 1971... l'Inde agressait le Pakistan afin de le démembrer ! Etrange « coopération pacifique »... en vérité ! Véritable « machine de guerre » contre l'indépendance et la sécurité des pays de la région, le pacte d'août est aussi un instrument de pénétration économique...

Infiltration économique

Le pacte de 1971 a marqué un bond en avant de l'infiltration soviétique, qui vise à supplanter la présence américaine dans la région. Qu'on juge des progrès de cette mise en tutelle systématique : les entreprises indiennes construites avec l' « aide » soviétique contrôlent : 80 % des constructions de machines, 60 % de l'équipement électrique, 35 % du transport de pétrole, 38 % de la production d'acier, 20 % de l'énergie électrique. « Experts » et techniciens ont pris en main la conception, la production et la technologie des industries ; les experts indiens ont à peine leur mot à dire dans l'élaboration du plan. Les investissements directs se multiplient au sein d'entreprises « mixtes » — soviéto-indiennes — et ceci, au nom de la « division internationale du travail ».

Les échanges commerciaux sont de nature coloniale ; les sociaux-impérialistes inondent le marché indien de produits souvent anciens, de mauvaise qualité, et très chers ; entretien et fourniture des pièces de rechange sont assurés par les soviétiques... ; donc impossible de se dégager de la tutelle ; l'U.R.S.S. est le principal fournisseur de l'armée indienne. En contrepartie, les produits indiens exportés vers l'U.R.S.S le sont à bas prix : prix diminués de 30 % pour le jute, de 10 à 20 % pour l'acier — par rapport aux prix mondiaux. Un exemple récent : la vente de bonneterie de laine ; en 1972-1973, prix de vente : 75 roupies le kg ; le prix a subi une hause de 400 % sur le marché mondial ; et l'U.R.S.S. a raflé le marché au prix de 85 roupies le kg cette année ! De la même façon les matières premières achetées à bas prix sont revendues au prix fort sur le marché occidental !

Autre exemple : les taux d'intérêt affichés sont de 2,5 % ; mais le taux réel est très élevé car les prix des marchandises achetées par l'Inde en Union soviétique sont exorbitants ! Depuis 1969-1970, les remboursements indiens sont d'ailleurs plus élevés que le volume des crédits !

Le volume global de l'aide de l'Union soviétique ne représente que 10 % de celle de l'impérialisme américain ; elle va en augmentant ; la visite de Brejnev y a pourvu ! Mais... « assistance soviétique » ou « aide américaine », c'est blanc bonnet et bonnet blanc pour le peuple indien... Et la prétendue « aide » amicale ne rapporte qu'au « généreux » donateur !

Des bases militaires.

Car « l'assistance » procure d'autres avantages politiques et stratégiques. Depuis 1971, les sociaux-impérialistes ont obtenu des facilités de mouillage, de charbonnage et de réparation de navires dans les ports de Vishakhapatnam et Port Blair sur les îles Andaman.

De la même façon ils ont obtenu la possibilité d'utiliser le port de Chittagong, dans le golfe du Bengale, au « Bangla Desh », sous prétexte de renforcer les navires de guerre coulés et de déminer le port. Les opérations traînent en longueur depuis cette date : les experts soviétiques font vérifications sur vérifications et procèdent à des « études hydrographiques » du golfe ! Il faut dire que Chittagong est très intéressant... pour contrôler la navigation dans toute l'océan Indien !

Derrière les démonstrations « d'amitié » et de « coopération », derrière les promesses « d'assistance » et de « soutien », *c'est le pillage, la subversion et le contrôle.* L' « alliance soviéto-indienne » que Brejnev a voulu renforcer par sa visite, n'est rien d'autre qu'un pacte néocolonial. Et c'est un pacte de ce genre-là que Brejnev rêve d'imposer à toute l'Asie du Sud, à l'Asie toute entière ; et qui sait... au monde entier !

Des visées agressives en Asie du Sud

— L' « amitié » avec l'Inde est l'axe d'un grand projet qui vise à *faire de l'Asie du Sud une sphère d'influence soviétique ;* là comme ailleurs la rivalité des deux superpuissances, pour sourde qu'elle soit, existe, terriblement concrète et menaçante pour les peuples de la région. Que veulent les sociaux-impérialistes ?

1. *Se frayer une voie maritime, de la mer Noire - Méditerranée - mer rouge - océan Indien jusqu'au Pacifique occidental.* Depuis 1969, ils maintiennent une flotte permanente de 20 navires appareillant dans l'océan Indien occidental — c'est la plus importante ; elle multiplie les « visites » et « démonstrations de force » ; pénètre dans les eaux territoriales des pays riverains ; des bateaux d'espionnage électronique soviétiques déguisés en chalutiers ont été repérés au large du Pakistan l'année dernière. L'installation de bases militaires en Inde et au Bangla Desh renforce ce projet de contrôle des mers asiatiques.

2. *S'assurer l'hégémonie du contrôle des pays de l'Asie occidentale.* L'Inde ne suffit pas ; les sociaux-impérialistes veulent s'assurer le passage de l'U.R.S.S. vers l'océan Indien par l'Afghanistan et le Pakistan ; c'est un vieux rêve des tzars qui au XIX[e] siècle rivalisaient avec les colonialistes britanniques dans la région ! Pour le réaliser, les nouveaux tzars du Kremlin ont mis au point un nouveau plan de démantèlement du Pakistan par la sécession des provinces de Béloutchistan et du Patchounistan : des stocks d'armes soviétiques ont été découvertes (voir *Humanité rouge* n° 206), des experts en guérilla, entraînés en Russie, dirigent des exercices de guérilla dans la province pakistanaise du Béloutchistan...

Des efforts similaires sont accomplis par les dirigeants du Kremlin pour s'assurer *le contrôle de la région du golfe* à l'extrême-Ouest de l'Asie, « lac de pétrole » et région stratégique entre l'Europe et l'Asie et *celui de l'Asie orientale*, où les soviétiques multiplient les opérations de charme envers le Japon, la Corée du Sud et Taïwan tandis que leur flotte patrouille là encore ! Du golfe au Japon, en passant par l'Inde... les visées des sociaux-impérialistes se précisent derrière leur poudre au yeux de « sécurité collective » pour consolider la « détente » ! Car enfin, y a-t-il détente en Asie, alors que l'agression américaine se poursuit au Cambodge, que les violations du cessez-le-feu se multiplient au Viêt-nam et au Laos, que plus d'un million de soldats soviétiques sont stationnés à la frontière chinoise, que l'encerclement des bases américaines et soviétiques se consolide tout autour du continent et que la politique des cannonières s'étend aux deux océans ? Il y a une aggravation continue de la tension dans la région, les défaites de l'impérialisme U.S. en Indochine redoublant les appétits sociaux-impérialistes sur le continent et le « *pacte de sécurité collective* » *brandi par les dirigeants de Moscou n'est qu'un maillon des plans et complots sociaux-impérialistes,* qui constituent leur stratégie globale contre-révolutionnaire.

Un élément de cette stratégie : *l'encerclement de la République Populaire de Chine,* qui est l'obstacle majeur à leurs plans et la protectrice des peuples d'Asie contre la politique hégémonique des deux super-puissances. Le pacte avec l'Inde va tout à fait dans ce sens : Un haut fonctionnaire soviétique n'a-t-il pas déclaré après la signature en 1971 : « *Nous aussi maintenant nous sommes huit cent millions !* » Anecdote vraie ou fausse... qui en dit long sur les intentions soviétiques : isoler la Chine dans le continent, tenter d'étouffer sa voix et son rayonnement...

Mais les sociaux-impérialistes sont loin du compte ! Les peuples et nombre de pays asiatiques, amis de la Chine socialiste, ne veulent ni son isolement, ni son encerclement ; ils ne veulent pas non plus aliéner leur indépendance et leur liberté. Le projet de « pacte de sécurité collective » est mal vu en Asie. Ainsi souligne, Z.A. Bhutto, premier ministre pakistanais : « *En aucun cas le Pakistan ne se soumettra à aucune hégémonie.* »

Mme Bandaranaike, premier ministre de Sri Lanka, a proposé que l'Océan Indien soit déclaré « zone de paix » ; de nombreux pays riverains sont d'accord avec cette proposition. En Inde même, un fort courant d'opinion demande l'annulation du traité indo-soviétique pour l'application d'une politique extérieure indépendante... Au Japon, un mouvement puissant s'oppose à l'isolement de la Chine...

En Asie du Sud, dans toute l'Asie... comme ailleurs dans le monde, les pays veulent obstinément l'indépendance ; et les visées des sociaux-impérialistes comme des impérialistes sont vouées tôt ou tard à l'échec.

Camille Granot

FOSTER DULLES OU BREJNEV ?

Plusieurs centaines de pays ont reconnu officiellement l'existence d'une seule Chine, la République Populaire de Chine qui englobe la province de Taïwan.

L'Agence de presse soviétique Novosti, quant à elle, a une toute autre idée... digne de Foster Dulles et de ses émules impérialistes.

Brejnev signera-t-il son pacte de sécurité collective » en Asie avec Tchang Kaï Chek ?

Bulletin d'information de l'agence de presse Novosti n° 44 d'octobre 73 ; article intitulé « Taïwan et les relations américano-chinoises » (cité par le Monde du 2-3 décembre).

« L'existence en fait de « deux Chines », qui a longtemps été une réalité, reste aujourd'hui une réalité. »

« Les leaders de Taïwan élaborent leur politique intérieure en tenant compte du rapport réel des forces dans le monde après que nombre de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe occidentale ont modifié leur position vis-à-vis du problème chinois, poursuit G. Galina. L'intensification des activités de Pékin dans l'arène internationale (...) a été compensée dans une large mesure par l'offensive économique de Taïwan. Dans un bref délai, le régime de Taïwan a réussi à rétablir, à conserver ou à établir une coopération et des liens commerciaux avec une centaine de pays. »

« Les dirigeants de Taïwan, ont su rapidement s'accomoder des changements qui avaient eu lieu à la suite des événements internationaux (entrée de la Chine à l'ONU, visite de M. Nixon à Pékin, succès diplomatiques chinois...). Dans le domaine de la politique intérieure, les milieux dirigeants de Taïwan se félicitent de la réalisation complète, en 1972, du cinquième plan quinquennal de développement économique, ce qui a renforcé considérablement les positions internationales de l'île en tant qu'unité indépendante.

Abordant le domaine économique, l'agence officieuse soviétique soviétique poursuit : « Le volume du commerce extérieur de Taïwan en 1972 équivalait à 5,8 milliards de dollars, ce qui dépasse le volume du commerce extérieur de la R.P.C. de 800 millions de dollars. » Après avoir fait état de succès commerciaux de Taïwan et du « caractère et de l'envergure des relations américano-taïwanaises », l'article annonce carrément la couleur. « Tout cela témoigne à son tour de façon probante de la stabilité de la situation économique et politique de Taïwan dans le monde actuel. Cet état de choses pourrait devenir un des plus importants facteurs de la lutte diplomatique future quant au problème du statut de l'île à l'avenir. »

Sans commentaires !

" Qui dirige, qui commande en Chine "

(meeting des Clubs Loisir Action Jeunesse dans le 14e)

Le samedi 10 novembre, le comité populaire C.L.A.J. du quartier Didot, à Paris, dans le 14e arrondissement a organisé une soirée sur la République populaire de Chine dont le thème était : « Qui dirige, qui commande en Chine », avec la participation des membres de la délégation du C.L.A.J. qui a visité la Chine cet été.

Une centaine de personnes du quartier, jeunes et moins jeunes, s'étaient déplacées.

Il y eut d'abord quelques exposés, en particulier sur l'organisation de la vie des quartiers, et sur les organisations de jeunes ; il fut montré comment les jeunes sont éduqués pour qu'ils deviennent révolutionnaires, pour qu'ils soient capables de poursuivre l'édification du socialisme.

De nombreuses questions sur la santé, sur les avantages sociaux, sur l'armée, sur la situation des vieux furent posées, auxquelles ceux qui avaient été en Chine ont su répondre très concrètement.

Un film, réalisé au cours du voyage de cet été, a montré comment les ouvriers et les paysans dirigent effectivement, quel progrès dans la vie des masses ont été réalisés sous la direction du Parti communiste depuis la libération. Le film a aussi montré un exemple de solidarité prolétarienne quand les jeunes ouvriers du C.L.A.J. ont offert aux ouvriers chinois d'une usine de montres, une montre Lip.

Enfin, les militants du C.L.A.J. ont expliqué comment de jeunes Français ont suivi l'exemple des ouvriers chinois et ont créé un groupe de triple union réunissant ouvriers, techniciens et cadres, pour retaper un chalet dans le Jura et en faire un centre de vacances et de loisir pour les jeunes des milieux populaires.

Gageons que cette réunion, très bien organisée, a développé l'esprit de solidarité militante entre le peuple français et le peuple chinois.

Correspondant H.R.

Un livre des C.L.A.J.

UNE EXPÉRIENCE INTÉRESSANTE

Un chalet construit par des travailleurs pour des travailleurs ; un livre écrit par des travailleurs racontant l'histoire de ce chalet, cela donne « **Un chalet réalisé par les travailleurs eux-mêmes** » publié récemment par les C.L.A.J.

Le « chalet » ce fut une lutte et c'est cette lutte que le livre expose de façon vivante.

Une lutte pour que les jeunes travailleurs de la région parisienne aient droit à « un morceau de forêt ».

Une lutte pour obtenir les moyens de construire ce chalet.

Une lutte pour mener les travaux, pour surmonter des difficultés multiples, pour que chacun se « serve de sa tête et de ses mains ».

Lutte pour transformer sa conception du monde au travers du travail mené en commun, des difficultés, des échecs. Chaque problème est l'occasion d'approfondir le matérialisme dialectique. « **Nous avons reconstruit le chalet, mais nous avons, surtout, transformé nos idées, nos mentalités.** »

Les C.L.A.J. disent le chalet, ce fut de la « politique vivante ». Qu'est-ce que la « politique vivante », les travailleurs des C.L.A.J. l'expliquent : « **Pour nous, militants ouvriers, la politique c'est la lutte, classe contre classe, organisation contre organisation, pour la prise du pouvoir. C'est le combat du parti et des organisations du peuple, armés de la conception du monde prolétarienne, contre la conception des trusts et de l'Etat bourgeois. Pour qu'elle soit vivante, à son tour, la politique doit partir des masses, être prise en charge par les travailleurs eux-mêmes.** »

Le livre, à son tour, fut aussi une lutte.

C'est que, dans la société capitaliste, l'ouvrier n'est pas fait pour écrire. Les C.L.A.J. ont voulu aller contre cette loi capitaliste. Les travailleurs ont pris la plume et ont raconté « l'histoire du chalet ». « **Un coup de plus porté contre la littérature traditionnelle et individualiste.** »

Autant de choses qui sont des contributions positives aux luttes de la jeunesse laborieuse de notre pays.

A L'ECOUTE DE RADIO TIRANA...

Ayant réussi à capter Radio Tirana, il y a 2 jours, nous avons eu la joie de constater une fois de plus le soutien total qu'apportent nos camarades albanais aux luttes de notre peuple. En effet, nous avons pu entendre ce soir-là un excellent commentaire sur la trahison du Parti révisionniste français. Ce commentaire montrait notamment comment les révisionnistes français avaient tout fait pour saboter la lutte des Lip, parce que cette lutte représentait un exemple d'avant-garde et une dénonciation spontanée par les actes de toute la ligne stratégique des révisionnistes. Le commentaire, très complet, replaçait cette nouvelle trahison dans son contexte mondial, c'est-à-dire un monde dominé par les 2 superpuissances.

Cette analyse représentait une aide précieuse pour tous les révolutionnaires de notre pays, et c'est pourquoi nous voudrions profiter de l'occasion pour rappeler à tous nos camarades l'énorme soutien internationaliste que nous apportent nos camarades albanais, par la voie de leur radio et de leur presse (voir notamment le numéro d'Albanie Aujourd'hui, très riche et très lié à l'actualité).

Tous à l'écoute des ondes révolutionnaires !

Etudions les analyses de nos camarades chinois et albanais !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Salut Rouge ! 2 camarades.

INFORMATION

En raison des fêtes de fin d'année nous sommes obligés de modifier la parution du journal pendant cette période :

— **un journal de 12 pages sortira le 20 déc. ;**

— **un de 8 pages le 3 janvier.**

Vendredi 7 décembre **20 h 30**

Grande salle de l'Epicerie
12 rue Renard - 75004 Paris
Mo Hôtel-de-Ville

MEETING

SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES AU SUD VIETNAM

(Débat avec André Menras et un représentant de l'Union des Vietnamiens de France)

ORGANISE par le M.N.S.P.I. (3e)
et l'HUMANITE ROUGE

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Signature

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Un sympathisant	15,80
Pierre-Paul Clémence	200
Soutien à HR, A.M.	50
Pour le triomphe de l'H.R.	100
1 lecteur	5
CDHR S. Staline S.	105
CDHR ouest	240
CDHR ouest	160
Soutien à HR dans son juste combat, H.B.	45
En supplément à commande de brochures, H.B.	6
En supplément à commande de brochures, P.H.	6
Oser aller à contre-courant	10
Soutien spécial, les communistes M.L. Région Parisienne, S.O.	17
Un militant PTT	20
Un employé de bureau	2,50
CDHR Guemal Stafa	22,50
CDHR Gramsci	12
A.S. Soutien à H.R.	15
1 ouvrier espagnol	10
1 étudiant africain	4
Une employée	5
Une technicienne	3
1 chauffagiste	8
1 maçon du nord Finistère	1
L.S. coiffeur du nord Finistère	1
B.T. maçon du nord Finistère	1
L.S. maçon nord Finistère	1
Y.B., soutien à H.R.	50
Y.B. soutien à H.R.	50
Soutien à H.R. en timbres	5
Pour aider la presse révolutionnaire, un étudiant	5
Soutien à H.R.	8
CDHR sud-ouest	80
Pour 12 pages, H.R. vaincra	53,50
Continuons la lutte, 1 jeune militante	3
CDHR Yveton	52,50
Sur un marché	2
Soutien à l'H.R., un lecteur, Guy	200
C.D. André Marty	1,50
CD Denis Gemnitz	30
1 postier	3
1 infirmière	2
Mireille	40
CD Stalingrad	23,25
Meeting 18e arr. :	
Sup. Collecte salle	63,80
Pour que HR vive et se renforce	10
Meeting Argenteuil :	
Sup. vente brochures	18,50
Meeting St-Denis :	
Sup. à brochures	16,55
Collecte pour HR	164,10
2 camarades allemands	14,50
B.D.T.	98
CDHR C. Fabien	400
1 ouvrier	1
1 employée	2
1 ouvrier	2
CD Dimitrov	40
Total de la semaine	2 579
Total général pour le règlement des dettes de l'H.R.	382 731,16

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

RECTIFICATIF

Dans nos derniers numéros deux erreurs se sont glissées :

— **le prix de notre brochure « Soutien aux peuples arabes et palestinien » est de 1 F et non 0,50 F,**

— **le prix d'« Albanie aujourd'hui » est de 2,50 F et non 3,40 F.**

AFFICHEZ H. R.

Décembre 1967 : la création du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

UNE DÉCISION HISTORIQUE

Les 30 et 31 décembre 1967 se tenait le Congrès constitutif du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.). Au terme de plusieurs années d'une lutte intense contre le révisionnisme ,les militants marxistes-léninistes répondaient ainsi à la nécessité de créer un nouveau Parti communiste. Nécessité consécutive à la trahison irréversible du P « C » F et à sa transformation en parti bourgeois.

La création du nouveau Parti fut l'occasion d'une intense lutte de classes. Sous des prétextes divers des individus et des organisations se proclamant marxistes-léninistes s'opposèrent à la création du PCMLF et aujourd'hui encore il est des gens et des groupes se réclamant du marxisme-léninisme qui contestent la légitimité de cette décision.

Cette question reste aujourd'hui une ligne de démarcation entre le marxisme-léninisme et l'esprit de fraction.

Parmi les divers « arguments » visant à nier la justesse de la création du PCMLF on retiendra ceux-ci : pour créer le parti il faut que les marxistes-léninistes (et donc le parti) soient reconnus par la classe ouvrière ; il faut que les marxistes-léninistes, dans les luttes aient gagné le rôle dirigeant ; il faut accumuler de l'expérience ; les militants marxistes-léninistes n'étaient pas assez nombreux pour créer le parti. L'avant-garde naîtra, se dégagera, des luttes des masses. Nous verrons ce qu'il en est de ces affirmations.

AU TERME D'UN LONG PROCESSUS

A écouter ces censeurs, le PCMLF aurait été créé du jour au lendemain. Or, rien n'est plus faux. *Le PCMLF a été créé au terme d'un processus de lutte qui aura duré plus de quatre ans.*

Dès 1963, des groupes de militants exclus pour la plupart du P « C » F pour leurs positions anti-révisionnistes établissaient entre eux des relations. Ces groupes étaient composés de militants totalisant à eux tous des centaines d'années d'expériences et de luttes.

En 1964, leurs délégués créaient la Fédération des cercles marxistes-léninistes. *Une première étape était ainsi franchie.*

En février 1965 paraissait le premier numéro de « *L'Humanité Nouvelle* », après que se soient multipliés les cercles marxistes-léninistes.

Dans ce premier numéro, le camarade Jurquet déclarait : « *A l'étape actuelle, l'essentiel est d'affirmer notre objectif tactique : l'existence en France d'un Parti communiste fondant authentiquement son action sur les principes du marxisme-léninisme. Ce sont les militants sincères et honnêtes, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui aideront les véritables communistes à trouver la meilleure voie. L'impatience ne servirait pas la cause sacrée que nous entendons défendre.* »

Un an après sa fondation, le bilan de la Fédération apparaissait comme positif. Entre autres choses un « *projet de plate-forme marxiste-léniniste française* » avait été élaboré.

Malgré des attaques menées de l'intérieur comme de l'extérieur, la Fédération s'était consolidée et sa direction en formation avait renforcé son autorité.

En octobre 1965 se tenait une conférence nationale réunissant les délégués des cercles. Elle permit de définir une position juste lors des élections présidentielles et de mettre en échec un groupe provocateur. Mais le fondement organisationnel de la Fédération n'étant pas encore le centralisme démocratique, du fait que ses militants n'avaient pas encore pu réaliser entre eux l'unité nécessaire : ils avaient en commun le rejet du révisionnisme, ce qui était déjà beaucoup mais pas encore assez.

Bientôt, du fait du développement de la Fédération, une nouvelle étape s'imposait.

Dans le numéro 18 de « *L'Humanité Nouvelle* », le secrétariat de la Fédération déclarait : « *Les marxistes-léninistes français ont besoin d'une organisation nouvelle, dont le fonctionnement multiplie l'efficacité de leurs luttes. Ne s'apprêtent-ils pas par exemple, à transformer leur organe mensuel en organe de combat hebdomadaire ? N'éprouvent-ils pas sans cesse la nécessité de coordonner de manière plus rigoureuse leurs actions, notamment en direction de différentes organisations de masse où ils sont désormais en mesure de jouer un rôle actif et positif ? Cela n'implique-t-il pas la nécessité absolue d'une ligne plus précise, que celle qui ne repose actuellement que sur le « projet de plate-forme marxiste-léniniste française » publié en avril 1965 ? Et la définition de cette ligne n'exigent-elle pas elle-même une juste analyse de la situation des classes sociales en France comme indispensable fondement ?* »

En 1966 était fondé le Mouvement Communiste français (marxiste-léniniste). *Une deuxième étape était ainsi franchie.* Dans le rapport politique présenté au nom du bureau politique de la Fédération, le camarade Jurquet déclarait : « *Nous ne sommes pas encore parvenus au stade de notre développement où sont remplies les conditions internes minimales nécessaires* (pour la création du parti. N.D.L.R.). *Mais, certes, les conditions extérieures sont de plus en plus favorables. Il faut accélérer le processus, c'est pourquoi nous devons créer l'outil, l'instrument qui permettra le bond en avant encore indispensable.* » Cet outil devait être le MCF (m. l.). Deux objectifs lui étaient fixés :

1) L'analyse concrète des classes sociales.

2) La création du PCMLF.

Dans le « *Manifeste en 10 points* » du 1er congrès du MCF (m. l.) il était dit : « *Cette étape de transition doit nous permettre de réaliser concrètement les conditions les plus favorables pour forger un parti communiste véritablement marxiste-léniniste* ».

Le MCF (m. l.) avait pour fondement de son organisation le centralisme démocratique. Cinq mois plus tard, un premier bilan pouvait être fait. Le centralisme démocratique était mis en place et respecté, de nouveaux militants avaient rejoint les rangs marxistes-léninistes, les liens avec la classe ouvrière s'étaient renforcés.

En mai 1967, le camarade François Marty pouvait écrire dans « *L'Humanité Nouvelle* » : « *Pour l'essentiel ces conditions* (de la fondation du parti) *sont remplies ou sur le point de l'être.*

— *Notre Comité central est en effet capable de définir une ligne politique juste en tenant compte de l'évolution de la situation...*

— *Du point de vue organique notre Comité central a su implanter dans la plupart des départements français des cellules, sections et régions, avec des organes de direction qui ont adopté un style de travail révolutionnaire basé sur le respect d'un véritable centralisme démocratique où la démocratie interne n'est pas un vain mot comme dans le vieux parti.*

— « *L'Humanité Nouvelle* » *devenue hebdomadaire, s'améliore toutes les semaines tant dans son contenu que dans sa présentation...*

— *Nos liens avec les masses s'améliorent sérieusement comme en témoignent les récentes manifestations de Marseille contre la guerre du Vietnam et de Paris contre la présence du second de Johnson, l'assassin des Vietnamiens, ainsi que de nombreuses initiatives pour expliquer le sens et la portée de la Révolution culturelle prolétarienne en Chine.* »

Enfin, en décembre 1967 se réunissait le Congrès constitutif du PCMLF. *Quelles étaient alors les conditions ?*

D'abord les conditions extérieures étaient caractérisées par la montée des luttes ouvrières, dont mai 1968 viendra confirmer l'ampleur. En ce qui concerne les conditions internes : en quatre années de luttes *un noyau dirigeant homogène s'était constitué, une ligne juste avait pu être définie, une ligne de démarcation claire et nette avait été tracée entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, l'implantation couvrait à peu près tous les départements, le centralisme démocratique fonctionnait, les liens avec les masses s'étaient renforcés.* Ces conditions avaient été créées *dans la lutte* contre l'ennemi de classe, ses manœuvres, ses agressions menées tant de l'extérieur que de l'intérieur. Elles avaient été préparées patiemment.

Tout ceci démontre que la création du PCMLF ne s'est pas faite à la « légère ». Examinons maintenant quelques-uns des arguments de ses opposants.

Le premier consistait et consiste à dire : *pour fonder le parti, il faut être nombreux.* Cet « argument » se fonde en fait sur le point de vue révisionniste qui privilégie l'aspect quantitatif, le nombre par rapport à l'idéologie et à la ligne politique. Le marxisme-léninisme dit quant à lui que ce qui prime c'est l'idéologie et la ligne politique. *Si on est d'abord peu nombreux mais qu'on a une ligne politique juste, on finira par avoir le nombre.*

Cet « argument » reprend en son fond la conception révisionniste du « parti de masse ».

Il est par ailleurs démenti par l'expérience du mouvement communiste. Lors de la fondation du Parti communiste chinois combien comptait-il de membres ? Quelques dizaines pour un pays de plusieurs centaines de millions d'habitants.

Un deuxième « argument » : pour fonder le parti, il faut que « les masses » reconnaissent son rôle dirigeant. C'est là mettre la charrue avant les bœufs. C'est confondre la *création* du parti et son *édification*. C'est vouloir qu'il joue son rôle avant même d'être né. Une fois créé, le parti en s'édifiant doit gagner son rôle dirigeant, être reconnu peu à peu, dans et par la lutte, par la classe ouvrière.

Un troisième « argument » déclare : le parti naîtra du mouvement des masses, l'avant-garde se dégagera dans les luttes de masses. Il faut donc attendre que cette avant-garde ait surgie pour créer le parti.

Tout en reconnaissant en paroles la nécessité du parti, une telle conception la nie dans les faits. Attendre que le parti naisse de la multitude des luttes des masses, c'est en fait repousser sa création aux calendes grecques. Le mouvement spontané des masses reste au stade de l'économisme et ne peut à lui seul déboucher sur le marxisme-léninisme, à plus forte raison ne peut-il donner naissance au parti. Les éléments avancés qui se dégagent dans ces luttes restent *nécessairement* sous l'influence de l'idéologie bourgeoise en particulier sous la forme du révisionnisme, en l'absence d'un parti marxiste-léniniste indiquant dans quel sens combattre et traçant une claire ligne de démarcation avec le révisionnisme.

L'existence du parti est une condition indispensable pour que le mouvement des masses se développe dans le sens de la révolution prolétarienne, et pour que les éléments les plus avancés passent au marxisme-léninisme. Une fois créé, le parti s'édifie en gagnant à lui ces éléments avancés.

EN GUISE DE CONCLUSION

La création du PCMLF fut l'objet d'une lutte de classe aigüe tant durant le long processus qui l'a préparée qu'au moment même de sa création. Il est né dans la lutte de classes. La bataille pour la création du PCMLF permit de tracer une ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes authentiques et les faux marxistes-léninistes niant dans les faits la nécessité du parti, entre les partisans de l'esprit de parti et les partisans de l'esprit de fraction.

Aujourd'hui encore, tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme ont à se prononcer sur cette question. Et aujourd'hui encore c'est une ligne de démarcation entre les artisans de l'unité et les partisans de l'esprit de fraction.

COMMANDEZ A

E 100

B.P. 120
75962 Paris
Cedex 20

LÉNINE ET L'ORGANISATION

(recueil des textes de Lénine)

Prix : 7 F (port en sus 1,25 F)

Conférence des Pays Arabes à Alger

Unité et Détermination

« Ambiguités », « désaccords », « l'unité d'octobre ne tiendra pas »... et de spéculer à tout va sur les prétendues divisions du monde arabe : la presse occidentale en est pour ses frais ! Quand on prend ses désirs pour des réalités, rien ne va plus !

A Alger, au contraire l'unité des peuples arabes s'est renforcée ; dix-sept pays arabes étaient représentés. Le président de l'Organisation de Libération de la Palestine — O.L.P. — Yasser Arafat était présent.

UNE UNITE DE COMBAT

Pendant la guerre d'octobre, les rangs arabes se sont resserrés. Les efforts ont été tendus vers la libération des territoires occupés, les uns envoyant des subsides, les autres du matériel ou des hommes. Surtout un accord s'est fait sur l'appréciation de la situation, un accord que sanctionne la déclaration finale de la conférence :

« .. Depuis la spoliation du peuple palestinien et son expulsion de sa patrie, Israël n'a cessé de s'étendre, bénéficiant en cela de la complicité agissante et de l'appui économique, technologique et militaire des Etats impérialistes et particulièrement des Etats-Unis d'Amérique. Cette collusion s'est traduite récemment encore par la mobilisation des moyens financiers et matériels sans précédent, le recours massif à des mercenaires spécialisés et l'orchestration d'une campagne politique où se retrouvent à l'unisson tous les ennemis de l'émancipation du tiers-monde.

» Par-delà sa politique de guerre et d'expansion territoriales, Israël vise aussi, dans le cadre de la stratégie impérialiste, à annihiler toutes les possibilités de développement des peuples de la région. En cette époque d'essor des mouvements de libération nationale et de décolonisation, le sionisme apparaît ainsi comme une grave résurgence du système colonial et de ses méthodes de domination et d'exploitation économique. En dépit de la complicité liant Israël à l'impérialisme international qui met à son service les moyens les plus perfectionnés pour la poursuite de ses visées aggressives, la nation arabe n'a jamais renoncé à ses objectifs nationaux ni reculé devant les impératifs de la lutte. Loin d'entamer sa volonté nationale, les revers et les épreuves n'ont fait que la stimuler et la raffermir. »

L'unité réalisée est une unité de combat anti-impérialiste des peuples et des pays arabes qui se sont fixés deux objectifs primordiaux :

« 1) *l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés et en premier lieu Jérusalem ;*

» 2) *le rétablissement du peuple palestinien dans la plénitude de ses droits nationaux.* »

La lutte des peuples et des pays arabes, loin de se terminer en octobre, continue au contraire, multiforme. A l'étape actuelle, elle utilise comme instrument principal, « l'arme du pétrole » que la Conférence d'Alger a rendu plus efficace encore par un usage coordonné des pays arabes exportateurs.

Yasser Arafat à Alger.

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Un aspect de la Conférence d'Alger mérite l'attention : c'est la reconnaissance officielle des droits nationaux du peuple palestinien et la reconnaissance de son représentant authentique : l'O.L.P.

Les droits nationaux du peuple palestinien sont aujourd'hui mieux connus dans notre pays, car s'est peu à peu déchiré le voile mensonger tissé par les sionistes pour cacher la vérité. Mieux connues l'expropriation et l'expulsion d'un million d'Arabes hors de leur pays en 1947 et 1948 ; mieux connue la lutte ininterrompue du peuple palestinien contre le colonialisme et l'impérialisme, à travers revers et difficultés.

Les impérialistes et les sionistes ont voulu nier la réalité, ou bien la réduire à une question de « réfugiés ». Le peuple de Palestine n'a jamais plié ; et depuis 1967, sa détermination, sa capacité d'organisation de peuple majeur, de peuple combattant se sont accrues. Malgré les complots et les difficultés de toutes sortes — « septembre 1970 » à Amman, printemps 1973 à Beyrouth — n'ont pas émoussé sa volonté, comme l'a prouvé sa participation à la guerre d'octobre 1973, soigneusement escamotée par les agences de presse occidentales...

La reconnaissance de l'O. L. P., comme le *« seul représentant légitime du peuple palestinien »*, qui sanctionne tous ses combats et ses succès, est aussi son atout incontestable pour l'avenir. Les peuples arabes et bien des pays arabes avaient déjà reconnu l'O.L.P. soutenant résolument la cause palestinienne ; la position de la Conférence est un nouveau succès, qui manifeste au « monde occidental » que les combattants palestiniens ne sont pas les « hors-la-loi » et les « aventuriers » qu'il s'est ingénié à calomnier !

En définitive, la Conférence des pays arabes d'Alger manifeste les pas en avant accomplis par les pays du tiers-monde, et l'accélération de leurs luttes, en ces années 70. Ainsi, le souligne un éditorial du journal algérien « El Moudjahid », le 26 novembre dernier :

« Les territoires arabes doivent être totalement affranchis de l'occupation sioniste, le peuple palestinien doit être rétabli dans ses droits inaliénables et son devenir choisi par les Palestiniens eux-mêmes, sans aucune sorte de tutelle. C'est là l'objectif vital auquel on ne saurait renoncer... »

« ... Les thèses développées en septembre à Alger (conférence des pays non alignés), et qui rejetaient fermement tout « protectorat » des superpuissances, sont au plus haut point actuelles dans le conflit historique avec le sionisme. Les derniers événements n'ont fait que rappeler combien il peut être dangereux pour la liberté et l'indépendance de nos pays de s'en remettre au tête-à-tête des « grands ».

Manifestation de soutien des peuples arabes au peuple palestinien.

Solidarité Arabo-Africaine

« L'Afrique qui souffre encore du colonialisme portugais et de l'apartheid, ne peut demeurer indifférente devant l'épreuve auquelle font face l'Egypte, un membre fondateur de notre organisation, et les peuples frères de la Syrie et de la Palestine. Il est de notre devoir de vous apporter notre soutien concret. »

« Ce soutien sera constant, et Israël sera plus isolé qu'auparavant, et cela, jusqu'à ce qu'il se retire de tous les territoires arabes occupés et que les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien soient restaurés. »

Tel est le message envoyé le 21 novembre dernier d'Addis-Abeba, par le président de la session extraordinaire de l'OUA — Organisation de l'Unité Africaine — Nouvelle manifestation des liens étroits noués par les peuples d'Afrique et les peuples arabes. La presque totalité des pays africains ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël, leur solidarité active s'est renforcée depuis octobre dernier.

La solidarité des peuples n'est pas à sens unique, les peuples et les pays arabes eux-aussi expriment un soutien effectif à la cause africaine. En témoignent les mesures prises au « Sommet » d'Alger, le 28 et 29 novembre derniers :

— Rupture de toute relation avec l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie ; embargo pétrolier strict à leur égard.

— Approvisionnement normal en pétrole des pays africains.

— Création d'un fonds arabe d'aide et assistance aux pays africains, et immédiatement, assistance aux pays africains victimes de la sécheresse.

— Soutien accru aux mouvements de libération nationale en Afrique.

Dans leur lutte ardue, les peuples arabes et africains s'épaulent mutuellement, c'est un fait nouveau ; c'est un nouveau gage pour des victoires communes. Un jour, peut-être proche, les pays africains s'engageront-ils sur la voie tracée par les pays arabes, répondant à la question posée par « El Moudjahid » :

« Qu'en serait-il si, à l'embargo du pétrole, venait s'ajouter celui du cuivre, de l'aluminium, du cacao. »

La lutte du peuple palestinien n'a jamais cessé.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56 rue des Haies, 75020 PARIS — Dépôt légal : 4e trimestre 1973